l'unité

N° 314 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 10-16 novembre 1978



Maison individuelle: UN REVE FRANÇAIS QUI COUTE CHER

François Mitterrand: un écrivain pour aujourd'hui.



L'Abeille et l'Architecte est d'abord une œuvre d'écrivain. Bonheur d'écrire, culture fulgurante, sagesse à la Montesquieu, éblouissement devant la vie, ce livre, à la suite de **La Paille et le Grain** fait partie des œuvres qui échappent au temps.

408 pages.
48 F.

FLAMMARION

Synergie, K.E.

© Fondation Jean-Jaurès

sommaire

4 **Monde**

Quel pouvoir en Iran ?, par Jean-Loup Reverier

6 *Une armée prête à vivre pour son chah... mais pas à mourir pour lui, par Ahmad Faroughy*

8 *Le dollar trahi par les siens, par Guy Perrimond*

9 **Parti socialiste**

La campagne du P.S. dans les entreprises, par Alain Rannou

10 *Débat : les vieilles ficelles, par Patrick Viveret*

11 *Europe : chaleureuse rencontre à Lille, par Claude Estier*

12 *Notre enquête sur la troisième voie*
V. La réalité du capitalisme et comment s'en débarrasser
** Il est nécessaire de revenir à « l'archaïsme » de Marx, par Christian Goux*
** Le socialisme devra donner une réponse à la marginalité, par Jacques Attali*

16 **France**

Ecole : le « redéploiement » selon M. Beullac, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

21 *Tristes Antilles, par Maurice Lemoine*

25 **Spectacles**

Portrait : Joan-Pau-bouche-d'oc, par Jean-Paul Liégeois

26 **Société**

Maison individuelle : un rêve français qui coûte cher, par Frédérique de Gravelaine

31 **Télévision**

Les patrons ne peuvent pas se voir, par Gabrielle Rolin

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 13, 22) ; Barrigue (pages 7, 8, 28) ; Coureuil (pages 4, 29) ; Demoulin (page 1), Pym (page 26) ; Schatzberg (page 30) ; Solo (page 8) ; Sygma (pages 5, 6, 23, 24, 33) ; Viva (pages 7, 16, 21, 23, 24, 27, 28).

Mardi dernier, nous avions dépassé le seuil de 2 000 abonnements nouveaux, et ceux-ci arrivent désormais au rythme de plus de 300 par jour. C'est dire que notre campagne se développe avec une grande ampleur. Mais ce ne sont là que de premiers résultats, et nous attendons de tous un grand effort pour porter le plus haut possible le niveau qu'atteindra « l'Unité » au terme de cette campagne.

Rappelons donc à tous nos lecteurs et abonnés actuels qu'en s'abonnant ou en se réabonnant d'ici au 1er décembre (même par anticipation, si leur abonnement en cours est valable au-delà de cette date), en faisant un ou plusieurs abonnés autour d'eux, ils contribueront de la manière la plus efficace à assurer la vie et le développement de ce journal, plus que jamais nécessaire au Parti socialiste. Ils bénéficieront, en même temps, du cadeau que nous leur avons spécialement réservé.

Toute personne souscrivant avant le 1er décembre un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :

— Soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion) ;

— Soit celui de Jean-Paul Liégeois « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».

Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.

Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous en remercions.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand



☐ le livre de Jean-Paul Liégeois



Date

Signature

• « L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.



Quel pouvoir en Iran ?

LA nomination d'un cabinet militaire à Téhéran, le 6 novembre, en remplacement du gouvernement démissionnaire de Djafar Charif-Emami, ne constitue pas une surprise. Depuis belle lurette, l'armée iranienne reste le seul soutien d'un monarque qui a successivement dressé contre lui les marxistes, les religieux, les tribus, les nationalistes, les paysans, les ouvriers, les intellectuels, le Bazar — et même, ces dernières années, une partie des libéraux et des hommes d'affaires. Même la petite caste de profiteurs du régime, à commencer par l'administration, semble avoir assez largement lâché son souverain depuis plusieurs semaines.

Cachant tant bien que mal aux yeux de l'étranger sa nudité derrière la feuille de vigne blindée de sa puissante armée et d'une police politique omniprésente, le chah a longtemps pu faire illusion. Les événements de ces derniers jours ont mis en évidence son isolement intérieur, la haine populaire suscitée par sa personne et l'échec de ses tentatives désespérées de trouver une issue politique à l'impasse dans laquelle il s'est placé.

L'accentuation de la répression depuis janvier a plus révélé sur l'hypocrisie des grandes puissances que sur la nature du despotisme iranien. Carter et son combat pour les droits de l'homme, le libéralisme du cabinet travailliste britannique, l'internationalisme prolétarien chinois ou soviétique, toutes les images de marque de ces régimes et de quelques autres s'effacent lorsque le statu quo international est en jeu au niveau d'un pays qui a la situation géopolitique et les réserves naturelles de l'Iran. Ces jours derniers, le masque du chah n'a pas été seul à tomber.

Engagés derrière le souverain iranien comme ils ne l'avaient jamais été, les Etats-Unis ont approuvé, lundi dernier, la formation du cabinet militaire. Un porte-parole du département d'Etat a ainsi déclaré : « Nous soutenons le chah et sa décision », après avoir expliqué que « la restauration de l'ordre et de la loi [était] essentielle ». « L'ordre et la loi » du chah, naturellement, c'est-à-dire ceux voulus par la Maison-Blanche.

Subtile manœuvre

Apparemment, cela n'entame pas la détermination du peuple iranien. Malgré certains commentaires d'une incroyable partialité — comme ceux d'Edouard Sablier (1), à côté de qui Michel Droit ferait presque figure de modéré —, point n'est besoin, pour comprendre les événements de la semaine dernière, de rechercher un quelconque chef d'orchestre clandestin ni des manipulateurs, pro-soviétiques ou tout droit sortis des camps de fedayine. A l'inverse, même si cela n'a pas eu une grande influence sur la situation, on ne peut écarter l'hypothèse que des provocateurs à la solde du régime se soient infiltrés, le 5 novembre, parmi les manifestants de Téhéran. Au demeurant, en leur laissant la ville pour quelques heures, le Pouvoir n'ignorait pas que la haine et la misère populaires contenues pendant des années se traduiraient à la première occasion par une flambée de violence. Toutes les précautions avaient donc été prises pour protéger les quartiers riches, les palais du roi, le Parlement, l'ambassade des Etats-Unis et quelques autres lieux qu'on pressentait fortement menacés.

(1) En toute circonstance, il est vrai, et pas seulement à propos de l'Iran.

La foule a néanmoins pu s'en prendre aux symboles qu'on lui abandonnait, ces banques, hôtels de luxe, débits de boissons alcoolisées, sièges de multinationales, de la Savak, statue du chah, ministère de l'Information, ambassade de Grande-Bretagne, etc., qui, à des degrés divers, représentaient à ses yeux son oppression matérielle et culturelle aussi bien que l'atteinte à l'indépendance du pays. Il est toutefois intéressant de noter que les bâtiments des sociétés françaises n'ont subi aucun dommage quand ceux des compagnies d'autres pays, situés juste à côté, étaient incendiés. Ainsi, sur l'avenue Chah-Reza, alors que les agences de la Pan Am et de British Airways étaient mises à sac, celle d'Air France était épargnée et, selon « Libération », « les manifestants ont apposé sur les vitrines de la compagnie des affiches remerciant les Français pour l'accueil de Khomeyni ».

Une fois la démonstration faite, l'armée a repris le contrôle de la situation. Pour être plus subtile que l'incendie criminel du cinéma Rex d'Abadan, la manœuvre n'en est pas moins évidente. La démission du gouvernement Charif-Emami et la constitution du cabinet militaire étaient certainement décidées avant même que ces événements n'en fournissent le prétexte.

Plusieurs faits plaident en ce sens. Depuis l'été, malgré les pressions de la



L'armée face aux manifestants dans les rues de Téhéran.



Le prince héritier pendant son stage de pilote de chasse.

Une armée prête à vivre pour son chah... mais pas à mourir pour lui

DEPUIS le lundi 6 novembre, l'Iran est doté d'un gouvernement militaire : des onze ministres, sept viennent de l'armée de terre et l'un est amiral. Le général Oveissi — surnommé « le Boucher » —, celui qui était chargé d'appliquer la loi martiale à Téhéran, est nommé ministre du Travail et des Affaires sociales. Le chah lui a donné l'ordre de casser les grèves. L'amiral Habibollahi, commandant de la flotte, reçoit le portefeuille de ministre des Arts, Culture, Enseignement et Sciences. Sa mission est de rétablir l'ordre dans les universités et les lycées, qui sont de véritables pépinières révolutionnaires. Pour ce qui est du Premier ministre, le général Azhari, il a la réputation d'être un « dur », un homme à poigne.

Tous ces généraux ont suivi des cours intensifs d'instruction militaire aux Etats-Unis, dont le nouveau Premier ministre, qui fut un élève assidu du U.s. General Staff College, à Fort Leavenworth, au Kansas. Précisons que, si le nom de ce collège est peu connu en France, il jouit d'un prestige certain auprès des armées de l'Amérique latine, car il est réputé pour ses cours de contre-guérilla. Parmi ses anciens élèves, l'on compte plusieurs dictateurs militaires, dont des membres de la junte chilienne. Le nouveau gouvernement iranien a visiblement été à bonne école.

Dès 1955, de nombreux officiers de l'armée du chah sont envoyés aux Etats-Unis, au centre des Marines, à Quantico, en Virginie, pour y étudier les méthodes de contre-guérilla. D'autres complètent leur instruction par des « programmes d'orientation » au quartier général de la C.i.a. à Langley, également en Virginie. Certains de ces stagiaires reçoivent un entraînement supplémentaire grâce aux programmes spéciaux mis au point par l'Agence internationale pour le développement américain, qui consacre plus de 2 millions de dollars pour promouvoir la « sécurité publique » en Iran. Depuis les années soixante-dix, environ deux cent cinquante officiers iraniens sont envoyés annuellement dans les centres militaires américains, et bon nombre d'entre eux sont sélectionnés pour s'initier aux dernières méthodes contre-insurrectionnelles mises au point par la C.i.a. C'est d'ailleurs elle qui aujourd'hui exerce un contrôle total sur les forces armées du chah.

Ce contrôle s'effectue par le biais des dizaines de milliers de « conseillers » militaires américains détachés auprès de l'état-major iranien pour s'occuper de ses achats, de sa gestion financière, de sa logistique, lui assurer l'entretien du matériel, l'entrainement et l'encadrement des officiers, la loyauté de ce dernier corps étant, de toute évidence, essentielle pour la survie du chah.

En ce qui concerne la surveillance de ces forces armées, la C.i.a. travaille en étroite liaison avec le 2e Bureau de renseignements militaires iranien. Précisons que c'est de ce bureau que sont issus la plupart des hauts dirigeants de la police politique du chah, la Savak, dont son chef actuel. En fait, la Savak est aujourd'hui à la société civile ce que le 2e Bureau est à l'armée : une des pires polices qui soient.

Créée officiellement en 1957, la Savak est organiquement liée à l'armée du chah. Ses statuts lui permettent d'espionner, d'interdire et d'interroger qui bon lui semble. En outre, ses agents sont considérés comme des membres de la police judiciaire militaire, jouissant de tous les pouvoirs, ce qui revient à leur donner une impunité totale. En effet, dans l'Iran d'aujourd'hui, qui oserait — et chez qui oserait-on — se plaindre contre un policier doublé d'un militaire ? Surtout lorsque des dizaines de milliers de détenus politiques s'entassent dans les prisons du chah, torturés, humiliés, privés de tous leurs droits ? (Voir « l'Unité » n° 191).

Ainsi, la boucle est bouclée : sous le couvert de la Savak, l'armée enquête, arrête, emprisonne, juge et condamne à elle toute seule. C'est donc à travers elle que les Etats-Unis ont transformé l'Iran en un vaste goulag militaire, dont les forces armées font office de gardes-chiourme. C'est donc sur eux que repose maintenant le succès ou la défaite de la révolution iranienne. Ces militaires sont-ils tous aussi fidèles à la politique américaine qu'ils en donnent l'apparence ?

D'après les informations qu'elle laisse périodiquement filtrer dans la presse d'outre-Atlantique, la C.i.a. aurait conclu que les haut-gradés des forces armées iraniennes sont tous solidement derrière leur monarque — qui décide personnellement des promotions au-dessus du grade de lieutenant-colonel —, mais qu'un malaise croissant est ressenti chez de jeunes officiers qui sortent des universités où l'hostilité au chah est intense.

Cela s'explique par la politique pratiquée à l'égard de l'armée iranienne (413 000 hommes) par Washington qui a eu pour effet de la couper en deux : d'un côté, les privilégiés — l'armée d'élite —, de l'autre, les défavorisés — l'armée régulière.

Cette première se décompose en quatre unités de professionnels : la Garde impériale, les Rangers (commandos), des unités blindées et les parachutistes. Au total, environ 30 000 hommes, dont la fidélité au monarque est renforcée par des avantages matériels et financiers comparables seulement à ceux dont jouissent les officiers de l'armée de l'air.

Maison-Blanche et ses nombreux entretiens avec son ambassadeur à Washington, le chah s'était refusé à faire appel aux services d'Ali Amini pour constituer un nouveau gouvernement. Lorsque, le 1er novembre, la presse rendit publique l'entrevue accordée par le chah à cet ex-Premier ministre dont il ne voulait à aucun prix, chacun comprit qu'il était acculé. D'autant plus que l'ayatollah Khomeyni avait fait savoir qu'il rejetait par avance une solution Amini visant à maintenir Mohammad Reza chah sur son trône.

Devant l'intransigeante hostilité des religieux et du Front national, Amini comprit très vite qu'il ne pourrait réussir. Le jeudi 2 novembre, un émissaire du chah fit savoir à l'entourage de Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national, qu'un avion pouvait l'amener immédiatement à Téhéran s'il acceptait de constituer un gouvernement : il se fit éconduire sèchement.

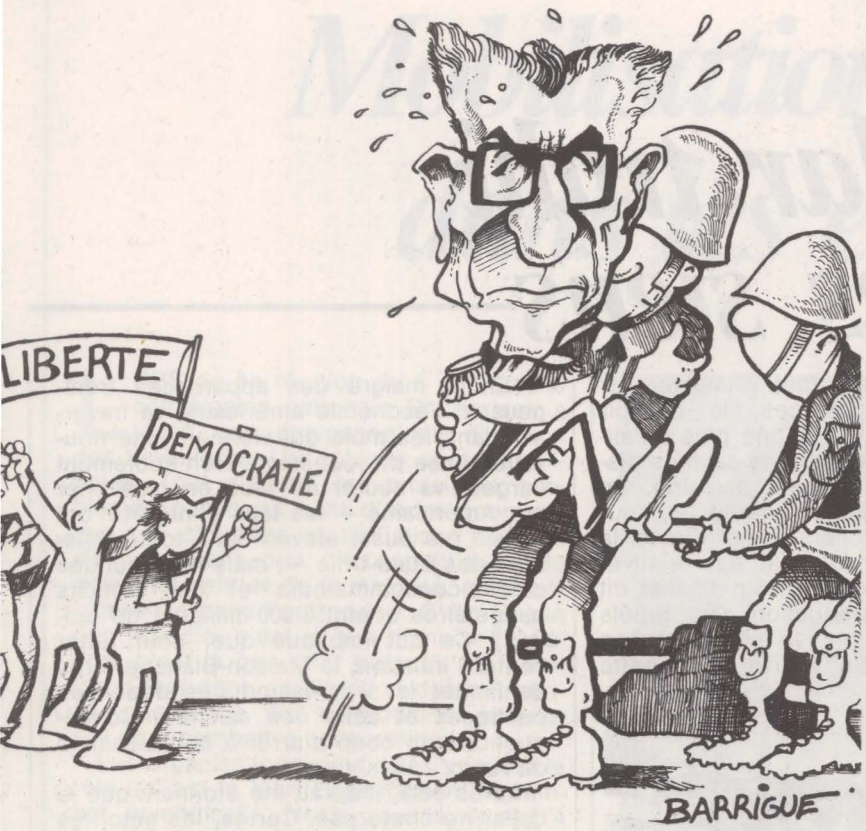
Le désarroi du chah s'est dès lors accru au rythme des manifestations, des grèves et de la progression positive des négociations entre les opposants religieux et ceux du Front national. La division des oppositions, sur laquelle Sa Majesté fondait les plus grands espoirs, s'acheminant à grands pas vers un accord, scellé par des communiqués le 5 novembre, le trône devenait plus menacé que jamais.

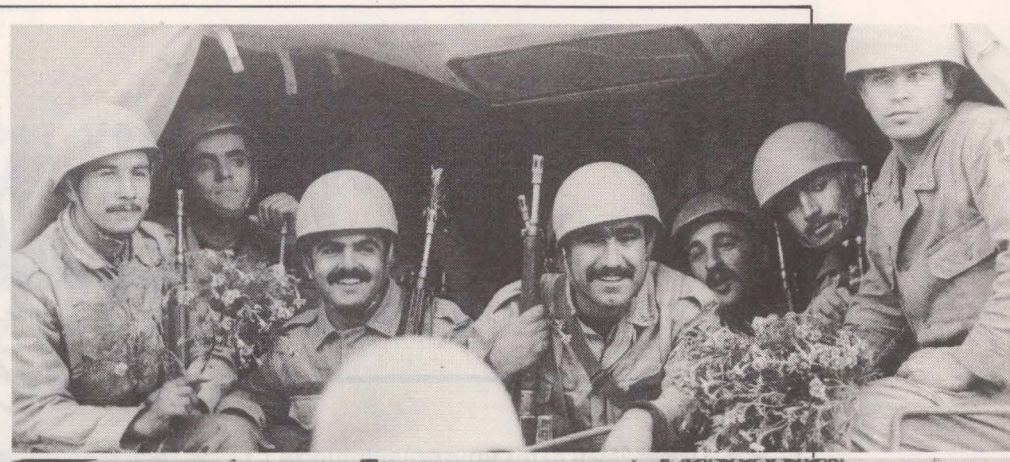
Dans la mesure où il a su rassurer Khomeyni sur son attachement aux principes fondamentaux de l'islam, l'appui des religieux fut acquis au Front national, à l'issue d'une semaine de négociations et d'un dialogue fécond entre les deux mouvements, culminant dans les deux entretiens de Khomeyni avec Sandjabi.

Dans son communiqué du 5 novembre, Sandjabi durcit encore le ton envers le chah et sa monarchie « dépourvue de toute base légale et de toute légitimité ».



L'ayatollah Khomeyni priant, entouré de ses amis.







Ceux-ci sont considérés par l'ensemble du corps d'officiers comme les aristocrates de l'armée du chah. Ils sont financièrement favorisés par rapport aux autres branches de l'armée et ils bénéficient d'un statut exceptionnel auprès du monarque.

A ces privilégiés s'ajoutent les nombreux effectifs — 60 000, selon les Américains — de la Savak : militaires haut-gradés ou mouchards civils qui n'hésitent pas à profiter de l'immense pouvoir dont ils sont dotés pour promouvoir leurs intérêts personnels, notamment financiers.

C'est donc uniquement sur la fidélité de ces trois corps que repose la survie du régime. En effet, aucun coup d'Etat n'est concevable en Iran aujourd'hui sans le concours de ces unités de commandos suréquipées qui entourent le chah comme une garde prétorienne, sans l'appui de l'aviation — clef de voûte de toutes les armées modernes — et sans l'aide de la Savak, dont les services de renseignements civils sont omnipuissants et tentaculaires.

A côté des unités d'élite, l'armée régulière fait figure de parent pauvre. Sous-équipée, éloignée des points stratégiques du pays, elle compose néanmoins les deux tiers des effectifs militaires iraniens. Quantitativement importante, l'armée régulière est néanmoins qualitativement défavorisée. Constituée de soldats du contingent sous-payés et corvéables à merci, le gros de ses bataillons est composé de paysans illettrés, encadrés par des officiers issus de la petite bourgeoisie urbaine, religieuse et nationaliste. C'est à eux que s'adressent les appels répétés de l'ayatollah Khomeyni pour qu'ils se soulèvent et « libèrent le pays du joug des oppresseurs ». Mais, tout comme la Savak qui épie la société civile, le 2e Bureau veille à ce que les exhortations de Khomeyni ne puissent « contaminer » les jeunes recrues de l'armée.

Dans l'état actuel des choses, tout soulèvement militaire paraît donc improbable. Toutefois, si le vieux chef religieux se décide enfin à appeler le peuple à prendre les armes, à déclencher la guerre civile, il n'est pas du tout évident que l'armée régulière restera fidèle au monarque.

Tant qu'il s'agit de tirer sur une foule désarmée, sans essuyer une riposte, le contingent iranien a toujours obéi aux ordres de ses supérieurs. Mais, s'il est soudainement confronté à des commandos armés et déterminés, il n'est pas certain qu'il soit prêt à risquer sa vie pour une cause à laquelle il n'a adhéré que du bout des lèvres.

L'histoire contemporaine de l'Iran a, en effet, prouvé que, si l'armée du chah est prête à vivre pour son monarque, elle s'est toujours refusée à mourir pour lui.

AHMAD FAROUGHY

« Le mouvement national et islamique d'Iran, poursuit le communiqué, ne peut donner son accord à aucune formation gouvernementale dans le cadre du maintien de ce régime monarchique illégal. Le système de gouvernement national doit être déterminé sur la base des principes islamiques, de la démocratie et de l'indépendance, par le recours au suffrage universel. »

Les choses étaient claires, et le chah convié à se soumettre à la voix des urnes. Autrement dit, sans aucun doute, à se démettre. Ce qu'il n'était naturellement pas encore près d'accepter.

Dès le 4 novembre, il s'est préparé à jouer sa dernière carte. Il a longuement reçu M. Sullivan, ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran — ex-chef de la C.i.a. au Laos et aux Philippines —, en même temps que des généraux. Le 5 novembre, le chah s'est de nouveau entretenu avec Sullivan à 14 heures, puis avec Charif-Emami à 16 heures et avec Ali Amini de 17 heures à 19 h 30, tandis qu'en toile de fond la capitale flambait.

Que dire de cette dernière carte jouée par le chah, sinon qu'elle révèle tout à la fois son mépris des aspirations exprimées par la rue et l'usure extrême de son pouvoir ? Si la situation n'était pas aussi sérieuse, son discours de lundi dernier prêterait à rire. Lui, principal responsable de la répression, de la corruption, de la misère du peuple et des difficultés économiques du pays, lui dont l'image est unanimement vomie et pour le départ duquel tant d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts, a eu l'audace de déclarer : « J'ai entendu vos messages révolutionnaires et je m'engage à accorder tout ce pour quoi vous avez lutté et ce pour quoi certains d'entre vous sont morts. »

Si tel était le cas, le roi aurait pu prendre un aller simple pour sa famille, son entourage et lui-même pour le pays de son choix. Le peuple n'en demande pas plus. Au lieu de quoi, sans doute pour montrer qu'il a bien compris, le chah désigne un cabinet « temporaire » incomplet, composé de huit militaires et trois civils, chargé de ramener l'ordre avant de rendre son tablier — plein de sang ?

Cela ne suffit pas à démontrer de quelle manière le roi est disposé à accéder aux vœux de son peuple... Le contrôle de la presse, de la radio et de la télévision comme l'arrestation de nombreux journalistes, quelques jours seulement après la levée de la censure sur l'information, sont d'autres signes du « libéralisme » impérial à l'œuvre depuis dimanche dernier. Aux yeux de l'opposition, cependant, cette nouvelle situation ne change pratiquement rien. Le pays n'était-il pas déjà sous la botte de l'armée et soumis à la loi martiale ? La déclaration du chah, le 6 novembre, a plus révélé sa faiblesse qu'autre chose, estiment des responsables du Front national. Ils sont convaincus que les militaires ne parviendront pas à remettre le pays en marche. Le peuple n'a-t-il pas montré que ni les menaces ni la terreur ne suffisaient aujourd'hui à entamer son mouvement ? A telle enseigne qu'en réponse au chah, Khomeyni a maintenu toutes ses exigences, sans juger le moment venu de provoquer l'escalade en déclenchant la lutte armée.

Pour les religieux comme pour le Front national, l'action politique et sociale va s'amplifier au cours des semaines à venir, comme si de rien n'était. Mardi dernier, face à leur optimisme et en songeant au chah tremblant derrière sa puissante armée, je me demandais comment, en persan, on dit « tigre en papier ».

JEAN-LOUP REVERIER

Le dollar trahi par les siens

SUFFIRAIT-IL qu'un président le veuille pour qu'une monnaie tienne, remonte ou chute par rapport à ses voisines ? Les réactions des cambistes après l'annonce des décisions prises par Jimmy Carter pour enrayer la chute du dollar pourraient le laisser croire. D'autant que, depuis le mois de septembre, les milieux financiers connaissaient l'essentiel du plan de sauvetage (aide du F.m.i., des banques centrales étrangères, combinée aux armes classiques, hausse des taux d'intérêt, freinage des dépenses d'Etat, etc.). Aurait-il donc suffi que Carter parle, avec toute la puissance américaine, pour que les spéculateurs, frappés de stupeur, hésitent, que les banques se reprennent et que le dollar retrouve sa place ?



Il faut se méfier des apparences. Après tout, en novembre 1968, de Gaulle avait refusé une dévaluation du franc que tout le monde donnait comme évidente. Mais l'on sait ce qu'il est advenu depuis de notre monnaie, ne serait-ce que par rapport au mark. Il y a deux ans, James Callaghan avait, en un discours, freiné la chute libre de la livre. Depuis quelques semaines — et malgré le pétrole de la mer du Nord —, la livre est de nouveau menacée.

En effet, la chute du dollar n'est pas due à la simple action des spéculateurs. Elle est due à la mauvaise santé de l'économie américaine, à ses difficultés qui durent depuis de longues années. C'est sur cette tendance de fond que la moindre crise de confiance exacerbe les variations. Or, depuis une quinzaine d'années, l'économie américaine est en crise et ne tient son rang, le premier, que grâce à « l'Amérique hors les murs », c'est-à-dire les multinationales.

Les problèmes de l'économie américaine sont connus :

► Tout d'abord, et il faut y insister car les mythes sont tenaces, le pouvoir d'achat des salariés y stagne plus qu'ailleurs. En 1965, deux tiers des salariés disposaient de 91 dollars par semaine. En 1978 — en monnaie constante —, leur revenu est de 93 dollars. C'est dire si la hausse du pouvoir d'achat est relative. Qui dit stagnation du pouvoir d'achat dit stagnation de la production. Or, depuis dix ans, les capacités de production se sont multipliées. On trouve dans cette contradiction l'une des raisons de la crise économique qui secoue notre monde.

► L'« endettement » des Etats-Unis est énorme. La puissance américaine, le rôle du dollar ont permis aux Etats-Unis de faire absorber, cautionner par d'autres leur déficit. Ils ont ainsi fait payer une partie de la guerre du Vietnam, de leur inflation, de leur investissement à l'étranger. Et l'on estime aujourd'hui que 500 milliards de dollars se promènent à travers le monde. Or, lorsque l'endettement dépasse l'actif, les créanciers ont tendance à s'inquiéter.

► La concurrence étrangère s'est faite plus forte. L'économie américaine n'était que peu extravertie, les Etats-Unis préférant voir opérer leurs firmes multinationales. Mais, lorsque la balance des paiements américaine est chroniquement déficitaire, alors que celle de la R.f.a. est excédentaire, de même que celle du Japon, lorsque ces deux pays grignotent chaque année une partie chaque fois plus importante du commerce international, lorsque sur l'espace intérieur américain leurs produits « font un tabac », obligeant le gouvernement américain à recourir à des mesures de protection, on comprend que les problèmes du partage des marchés retrouvent toute leur importance.

► Enfin, malgré des apparences trompeuses, l'économie américaine va traverser dans les mois qui viennent une nouvelle phase de récession. Non seulement l'argent va coûter de plus en plus cher aux Américains — les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés dans toute l'histoire des Etats-Unis —, mais le cumul des crédits-consommateurs et des déficits budgétaires atteint 3 900 milliards de dollars ! Ce qui implique que, pour lutter contre l'inflation, la Maison-Blanche tente de limiter la progression des dépenses publiques et celle des salaires. Conséquence : un coup d'arrêt à la croissance du P.n.b.

Après cela, il aurait été étonnant que le dollar ne chute pas. Certes, les autorités américaines n'ont pas cherché, dans un premier temps, à tenir leur monnaie. Les conseillers du président espéraient ainsi faciliter les exportations, diminuant leur déficit commercial et le poids global de leurs dettes. Mais les choses sont allées un peu trop vite au goût de Carter, qui a vu sa monnaie chuter de 5 % dans le quart d'heure qui a suivi l'annonce de son plan anti-inflation. Trop vite pour les exportateurs de pétrole, qui, à part d'acheter aux Etats-Unis, voyaient leurs revenus fondre à chaque séance du marché des changes. Trop vite également pour les Allemands et les Japonais, gros détenteurs de dollars, qui s'inquiétaient pour leurs exportations futures. Le plan Carter, par sa « brutalité » — 30 milliards de dollars en guise de frein —, a donné un coup d'arrêt à la chute. Et le dollar a remonté. Le problème aujourd'hui, surtout par rapport au mark et au yen — car le franc compte bien peu dans cette histoire —, est de savoir si, à moyen terme, le dollar s'installera dans la fourchette actuelle — de 1,85 à 1,95 mark, de 1,85 à 1,90 yen —, ou continuera à chuter. Car les mesures Carter peuvent, peut-être, redonner momentanément confiance aux détenteurs étrangers de dollars, évitant ainsi qu'ils cherchent à placer leurs liquidités sur d'autres monnaies. Mais elles ne règlent en rien les problèmes de fond de l'économie américaine. Mieux, elles les aggravent. Le resserrement du crédit va favoriser la récession, et les conjoncturistes admettent que, dans ces conditions, la croissance américaine pour 1979 pourrait tendre vers zéro.

Petit détail révélateur : si la baisse du dollar prouve le déclin américain, « l'Amérique hors les murs », elle n'a pas souffert des variations de la monnaie de la mère patrie. Tout d'abord, ses actifs à l'étranger étant le plus souvent en monnaie locale, leur poids s'est donc « réévalué ». Puis, pour défendre leur trésorerie, les firmes multinationales ont joué, lorsqu'il le « fallait », contre le dollar. On n'est jamais trahi que par les siens.

GUY PERRIMOND

Mobilisation prioritaire dans les entreprises



par Alain Rannou

LORS de sa réunion du 8 octobre, la commission nationale Entreprises a lancé une campagne en direction des travailleurs. Les raisons en sont multiples. Tout d'abord, les principaux problèmes politiques sont d'ordre économique : le chômage et l'inflation. Ceux-ci, s'ils résultent des choix politiques du gouvernement et de la majorité, prennent naissance dans l'entreprise. C'est là que l'on licencie, c'est là que démarre l'inflation, c'est là que sont bloqués les salaires. C'est donc en direction des entreprises que le P.s. doit se mobiliser en priorité pour combattre cette politique.

Les organisations syndicales y jouent le rôle qui est le leur. Elles mènent le combat revendicatif. Nous devons, quant à nous, mettre en évidence les responsabilités et la complicité du pouvoir Giscard-Barre et du patronat. Mais, surtout, nous devons être capables de proposer une autre politique. C'est le sens de cette action de trois mois qui a commencé en octobre par l'emploi, qui continue en novembre sur les conditions de travail et en décembre sur les problèmes de pouvoir d'achat et de réduction des inégalités.

Si nous avons retenu un thème par mois, c'est pour partir à chaque fois d'une préoccupation fondamentale des salariés.

Par exemple sur l'emploi, nous présentons des objectifs propres à réduire le chômage : une autre politique industrielle, des moyens d'agir pour les services publics et les collectivités locales. Mais nous mettons en évidence qu'il n'y aura pas d'amélioration de la situation de l'emploi sans amélioration des conditions de travail (par exemple, la cinquième équipe pour le travail posté) et le renforcement des droits des travailleurs (par exemple, le droit de veto des salariés contre les licenciements). Nous affirmons aussi qu'il est nécessaire de diminuer le temps de travail (les trente-cinq heures, l'avancement de l'âge de la retraite, la cinquième semaine de congés payés). Nous constatons que, pour lutter contre le chômage, il faut que les entreprises puissent vendre ce qu'elles produisent. Pour ce faire, il faut améliorer le pouvoir d'achat des salariés, en priorité celui des plus défavorisés. Nous retrouvons là le troisième thème de la campagne. Toutes ces mesures sont cohérentes et s'articulent entre elles.

Nous ne sommes pas de ceux qui remettent à une victoire future tout ce qui peut déjà être obtenu aujourd'hui. Certaines de nos propositions sont communes avec nos partenaires de l'Union de la gauche et aux revendications mises en avant par les organisations syndicales. Il y a là possibilité d'un front d'action où, à partir des spécificités de chacun, nous pouvons mener une bataille sur des objectifs communs. Le rapport de forces serait ainsi considérablement renforcé pour les travailleurs et permettrait d'aboutir dès maintenant à une amélioration de leur situation.

Notre campagne serait incomplète si nous nous arrêtions là. Notre objectif est que nos propositions amènent des travailleurs à nous rejoindre et à mener avec nous dans l'entreprise le combat.

Pour l'instant, nous constatons que tout le parti se mobilise. Plus de 5 000 sections locales, sections ou groupes d'entreprise ont participé à ce premier mois de campagne. Un changement indiscutable est intervenu à l'intérieur du parti. Un nombre de plus en plus grand de militants se sentent concernés. Une prise de conscience a eu lieu, grâce au travail que le secteur Entreprises avait fait auparavant. Les camarades ont réalisé qu'il n'y aurait pas de victoire de la gauche sans union de la gauche, pas de victoire de l'union de la gauche sans un Parti socialiste dominant, électoralement certes, mais aussi, dans les entreprises. Ce que le secteur Entreprises répète depuis plusieurs années a brusquement frappé les esprits à la faveur, si j'ose dire, de l'échec. Car, que se passerait-il avec un Parti socialiste majoritaire, électoralement, à gauche, et un Parti communiste dominant dans les entreprises ? Le P.c. pourrait imposer sa volonté en ce domaine, et le P.s. se retrouverait dans une situation aberrante. Soit il devrait céder au P.c. sur le plan économique, et alors ce serait l'évolution assurée vers le capitalisme d'Etat ! Soit, pour lui résister, le P.s. devrait élargir son assise politique, et alors ce serait le retour aux tentatives de troisième force. Faute d'être dominant sur le plan politique et sur le plan économique dans le cadre de l'Union de la gauche, le P.s. n'aurait pas les moyens d'assurer ses propres choix et subirait ceux des autres. Seule une implantation forte du P.s. dans les entreprises peut garantir notre parti contre ces risques.

L'électorat socialiste au niveau des ouvriers n'est que très légèrement inférieur à l'électorat communiste. Il nous faut traduire cette adhésion électorale en adhésion militante. C'est sans doute plus difficile. Le stage national de formation qui vient d'avoir lieu le week-end dernier à Saint-Lubin-des-Joncheret, en Eure-et-Loir, nous a fourni des éléments plus qu'encourageants. Quand nous passons à l'offensive politique, nous sommes de plus en plus souvent seuls sur ce terrain. Le P.c. se contente de diffuser un éditorial de Marchais, ou de réciter des généralités : il n'a plus de force de proposition propre à l'entreprise. Il se contente d'être une force d'appoint à l'action syndicale, notamment de la C.g.t. (qui lui rend la politesse sur d'autres plans). Tandis que nous sommes, nous, capables de puiser de notre programme des propositions concrètes, pour une entreprise déterminée. C'est un constat important.

Enfin, le secteur Entreprises ne ressemble plus du tout à ce qu'il était il y a trois ou quatre ans : de plus en plus implanté dans l'industrie privée, il est devenu un outil militant capable de faire avancer réellement les propositions du P.s. dans les entreprises.

Je ne veux pas reprendre ici le débat parti-syndicat. Je me contenterai d'affirmer qu'il est inconcevable d'envisager le syndicat dans l'entreprise, et le parti au-dehors. Ce serait un retour aux conceptions travaillistes, le parti devenant la courroie de transmission institutionnelle du syndicat. L'organisation syndicale détermine les revendications, conduit l'action revendicative. L'organisation politique, tout en soutenant les revendications des travailleurs, intervient sur les problèmes de prise de pouvoir, et elle aura à les assumer.

La frontière est là. Nous réclamons la reconnaissance de la section politique d'entreprise. Car la situation actuelle est inacceptable : le travailleur, en pénétrant dans l'entreprise, perd ses droits civiques. On n'a pas le droit, sur le plan de la démocratie, d'empêcher, huit heures par jour, des millions de salariés d'être des citoyens.

Les vieilles ficelles

LA grande enquête lancée par « l'Unité » sur la recherche d'une troisième voie entre communisme et social-démocratie semble indiquer que notre parti va attacher une importance plus soutenue à l'originalité du socialisme autogestionnaire. Le thème de l'autogestion socialiste est, en effet, apparu comme la seule perspective politique capable de répondre à cette question qu'avait posée il y a maintenant plus de vingt ans, cette partie du mouvement socialiste qui refusait aussi bien la dégénérescence de la S.f.i.o. que la fascination idéologique des thèmes communistes. N'ayons pas, en effet, la mémoire trop courte : cette thèse de la « troisième voie entre communisme et social-démocratie », adoptée aujourd'hui par le Parti socialiste et à laquelle certains communistes comme Jean Elleinstein semblent également se rallier, a eu pendant fort longtemps une odeur de soufre. Elle a valu à ceux qui la prônaient une attaque constante du Parti communiste et les quolibets du secrétaire général de la S.f.i.o., Guy Mollet, ironisant avec mépris sur « la petite gauche ». Le thème du socialisme autogestionnaire ne fut guère mieux traité dans les années soixante-dix que ne l'avait été celui de la troisième voie dans les années soixante. Le P.c. et la C.g.t. l'ont longtemps brocardé avant de s'y rallier du bout des lèvres. Le Parti socialiste lui-même n'a pas toujours fait preuve d'un enthousiasme débordant à son égard. Lors de la rédaction des quinze thèses sur l'autogestion, le titre du chapitre III : « les Implications stratégiques du projet autogestionnaire », n'a été acquis qu'à la suite d'un vote contradictoire de la commission des résolutions, certains camarades estimant que l'autogestion n'avait aucun contenu stratégique. De même, le terme de socialisme autogestionnaire avait été récusé par de nombreux membres de la direction du Parti. C'est la raison pour laquelle il fut presque systématiquement remplacé dans le texte des quinze thèses par celui de « projet autogestionnaire ».

Je me réjouis donc de voir aujourd'hui Louis Mermaz (« l'Unité » n° 312) affirmer avec force que « le Parti socialiste poursuit, à travers la stratégie d'union, des objectifs qui sont les siens et qu'il ne partage avec aucune autre formation pour fonder le socialisme autogestionnaire ».

Ma joie serait cependant plus complète si Louis Mermaz n'utilisait pas, pour attaquer (sans jamais le nommer) Michel Rocard, un procédé qui fut largement commun à l'histoire des partis sociaux-démocrates et communistes, et que l'on aurait pu croire banni dans un parti autogestionnaire. Procédé qui consiste à transformer tout débat théorique et politique en phénomènes de « déviation », de gauche ou de droite par rapport à une ligne que l'on pose comme juste et orthodoxe. Mermaz l'emploie aujourd'hui pour dénoncer, « d'une part, un discours inutilement suiviste à l'égard du Parti communiste » (voyez Chevènement), « de l'autre, un risque de dérive droitière, c'est-à-dire une ligne qui divergerait avec les perspectives claires tracées lors du congrès d'Epinay » (voyez Rocard). Ce procédé rhétorique qui ne brille pas par sa subtilité est devenu au sein de la social-démocratie allemande d'abord, puis avec Lénine dans tout le mouvement communiste, une façon extraordinaire pour une direction de préserver son pouvoir en refusant toutes les questions nouvelles que pose la réalité à la théorie et à la politique du parti. Cette méthode a fonctionné à merveille dans la première grande querelle du révisionnisme à la veille de la Première Guerre mondiale. Contre le révisionniste Berstein, qualifié de droitier, la direction du S.p.d. représentée par Kautsky s'était appuyée dans un premier temps sur la « gauche » (Rosa Luxemburg). Après quoi, la déviation droitière étant éliminée, elle put régler son compte à la déviation « gauchiste-spartakiste ». L'important, dans ce débat, n'était pas de connaître la validité des arguments de Berstein ou Rosa Luxemburg qui posaient chacun à leur manière le problème du décalage théorie-pratique dans la social-démocratie allemande. Non, l'important, c'était la préservation du pouvoir du « centre orthodoxe ». Ce mécanisme a fonctionné à merveille dans toute l'histoire du mouvement socialiste et communiste. On le retrouve en particulier au sein du Parti communiste français, qui, dans toutes ses crises, s'attachera à exclure simultanément ou successivement les « opportunistes de droite » et les « dogmatiques de gauche ». Lors de la crise de l'U.e.c., en 1965, on vit ainsi la direction s'appuyer dans un premier temps sur les futures tendances maoïstes et trotskistes pour exclure la tendance « droitière » proche des thèses du P.c. italien. Après quoi, on put s'occuper en toute tranquillité de la déviation « gauchiste ».

Je n'accuse bien évidemment pas Mermaz de vouloir exclure Chevènement et Rocard ; il n'en n'a d'ailleurs pas les moyens. Mais je constate que l'utilisation du procédé des « trois lignes » (dont une seule est juste) est l'une des causes les plus permanentes de la dégénérescence théorique et politique des partis sociaux-démocrates et communistes. Au nom de l'orthodoxie, le P.c. et la S.f.i.o. ont combattu les idées de nationalisation, de planification et d'économie mixte lancées par les socialistes révisionnistes de l'entre-deux-guerres. Au nom de l'antirévisionnisme et de la lutte des classes, Guy Mollet a combattu l'« humanisme droitier » de Blum après la guerre et a conduit la S.f.i.o. à une coupure absolue entre son langage et sa théorie.

Les P.c. français, portugais et espagnol ont perdu l'essentiel de leurs intellectuels avec cette méthode. Seul le Parti communiste italien a su poursuivre, après Gramsci, une haute tradition de recherche théorique qui exige que l'on prenne au sérieux toutes les questions nouvelles sans les renvoyer dans l'enfer des « dérives » et des « déviations ».

Si l'autogestion socialiste est une troisième voie sur le plan politique, elle l'est aussi sur le plan théorique. Finissons-en avec les intimidations : une question n'est pas de « droite » ou de « gauche » ; elle est vraie ou elle ne l'est pas : si les questions qu'ont posées Martinet ou Rocard en matière de politique économique sont fausses, qu'on le démontre. Mais qu'on ne nous assène pas, comme le fait Mermaz, « qu'une action politique rigoureuse ne souffre aucune déviation droitière au nom de je ne sais quelles considérations de caractère économiste ». Car Mermaz devrait savoir que tout échec économique d'une expérience socialiste (voir le Chili ou le Portugal) conduit tôt ou tard à la contre-offensive de la droite. Une politique économique n'est rien d'autre, en effet, que le ciment d'une alliance de classe. Et l'inflation désagrège plus sûrement l'alliance de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie et des couches moyennes salariées que l'offensive idéologique de l'ancienne classe dominante. Notre principal problème, à nous militants socialistes, n'est pas tant de choisir entre trois lignes, cohérentes et contradictoires entre elles, que de travailler ensemble pour donner réponse à une série imposante de questions sur lesquelles nos positions restent justes en général mais beaucoup trop imprécises : notre politique économique, la conception de l'Union des forces populaires, un type de parti mieux adapté à notre projet autogestionnaire.

Louis Mermaz nous invitait à « un débat rude et fraternel ». D'accord pour le débat fraternel. Quant à la rudesse, réservons-la pour extirper définitivement de nos mœurs les méthodes qui nous empêcheront de trouver des réponses, faute de conserver la liberté de poser des questions. Finissons-en avec les vieilles ficelles !

PATRICK VIVERET

Europe : chaleureuse rencontre à Lille

IL n'est pas indifférent que ce soit en France, à Lille, autour du Parti socialiste, qu'ait été ouverte la campagne des socialistes et des sociaux-démocrates des pays du Marché commun pour les élections à l'Assemblée européenne du 10 juin 1979. L'ensemble des manifestations qui se sont déroulées mardi et mercredi dans la ville de Pierre Mauroy ont montré qu'au-delà des différences qui les divisent parfois, et que nul ne songe à dissimuler, il existe une réelle communauté des socialistes européens. Ce qui n'est pas sans intérêt si l'on veut bien retenir que cette famille politique sera très certainement la plus nombreuse dans la future Assemblée de Strasbourg.

Il n'est pas indifférent non plus qu'avant les déclarations politiques qui ont marqué, mercredi matin, la séance solennelle présidée et conclue par François Mitterrand, parlant après Willy Brandt, ces deux journées aient permis des confrontations sur d'autres plans.

D'abord, sur des expériences au niveau des municipalités à direction socialiste à travers l'Europe : les interventions successives du maire de Pavie, des maires d'Athènes et de Lisbonne, d'Hubert Dubedout, maire de Grenoble, ont dégagé les préoccupations communes qui animent les gestionnaires socialistes, soucieux de développer partout la participation directe des citoyens aux affaires locales et régionales.

La confrontation, ensuite, des bilans — à vrai dire plus négatifs que positifs — que les uns et les autres peuvent tirer de la construction européenne depuis vingt ans. Les exposés de deux des commissaires de la Communauté, le Français Claude Cheysson et l'Italien Antonio Giolitti, ont mis l'accent sur les faiblesses de la C.e.e., sur les causes de son impuissance en de nombreux domaines, sur le fait qu'elle a davantage favorisé les intérêts du grand capitalisme occidental et de ses firmes multinationales que défendu ceux des travailleurs et des peuples eux-mêmes. Changer cet état de choses, inverser les priorités, créer peu à peu les conditions d'une Communauté européenne des travailleurs, tels ont été, sans fausse note et avec des propositions précises présentées notamment par Jacques Delors, et sur lesquelles nous reviendrons, les thèmes de tous les discours de Lille. Et l'on a remarqué que l'un des plus « engagés » de ces discours a été prononcé par Michel Rollant, représentant à la fois la C.f.d.t. et la Confédération européenne des syndicats, qui a défini des objectifs dont il a souligné lui-même à quel point ils étaient proches de ceux des socialistes, non seulement pour transformer la Communauté actuelle, mais aussi pour favoriser son élargissement par l'entrée des trois pays candidats : Grèce, Espagne et Portugal.

Longue ovation pour Mélina Mercouri

Cet élargissement a, en effet, été également l'un des thèmes majeurs des journées de Lille, auxquelles ont participé au même titre que les partis socialistes des Neuf le P.s. portugais, avec Mario Soares, le P.s.o.e., avec le président de son groupe parlementaire, le Pasok grec, avec Mélina Mercouri. Le choix de ces invitations est conforme à la position prise par le Parti socialiste et rappelée clairement par François Mitterrand. Favorable politiquement à l'entrée des trois pays de l'Europe du Sud — heureusement rendus à la démocratie — mais soucieux, contrairement aux engagements déjà pris par le président de la République, d'obtenir au préalable les garanties nécessaires pour que cette entrée, celle de l'Espagne en particulier, ne crée pas, tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel, une situation intolérable pour certaines catégories de travailleurs français.

L'élargissement souhaité à Lille ne se situe d'ailleurs pas que sur le plan géographique, mais aussi sur le contenu même de l'action communautaire européenne. La présence — due pour une large part à Jack Lang — de nombreux hommes et femmes de culture, écrivains, gens de théâtre, universitaires, scientifiques, etc., témoigne de la volonté des socialistes de développer la dimension culturelle de la Communauté européenne. La prochaine publication, annoncée par le metteur en scène italien Giorgio Strehler, d'un manifeste signé d'intellectuels parmi les plus prestigieux de l'Europe sera, à cet égard, un événement de première importance, prolongeant la chaleureuse rencontre de Lille, où ce n'est pas par hasard que Mélina Mercouri a reçu une longue ovation lorsqu'elle a proclamé — et qui pouvait le faire mieux qu'elle ? — que « l'artiste est le meilleur historien de son époque ».

CLAUDE ESTIER





Il est nécessaire de revenir à "l'archaïsme" de Marx, par Christian Goux

IL faut revenir à des choses simples. Insister sur la complexité des phénomènes n'est souvent qu'un moyen de donner ou d'accroître le pouvoir de ceux qui détiennent le savoir. La crise économique que l'on vit tragiquement est la manifestation concrète des contradictions du système capitaliste, qui se trouve pris dans le processus infernal de la surproduction/sous-consommation. Et les travailleurs en sont les victimes puisqu'ils sont réduits, dans ce système, à vendre leur force de travail.

Je le dis pour commencer, parce que le débat actuel au Parti socialiste et dans la gauche tout entière a ses racines dans l'analyse et la compréhension de la crise elle-même et la façon d'en sortir. En bref, il porte sur la nature et la réalité du changement souhaité.

Affirmer que les fondements du projet socialiste, c'est la rupture avec le système capitaliste, la construction d'une société socialiste, l'émergence d'un nouvel exercice de pouvoir (autogestion), ne suffit pas... Qui d'ailleurs ne serait pas d'accord ? Il faut aborder la question fondamentale : « Quel est le lieu de cette rupture, de cette construction, de cette émergence ? » Autrement dit, où s'opère la rupture ? Depuis plus d'un siècle, la plupart des socialistes ont répondu : le lieu du changement social fondamental est l'Etat, et par voie de conséquence la conquête du pouvoir d'Etat est l'aspect premier de la lutte politique. Or, aujourd'hui, certains auteurs, qu'ils appartiennent au courant radical américain, à certaines tendances du mouvement autogestionnaire ou aux partisans de la « nouvelle culture politique » ou de l'expérimentation sociale, répondent qu'« il y a nécessité de réinventer les lieux de changement et que l'Etat n'est plus le porteur central de la lutte politique ». Cette critique s'appuie sur deux éléments : d'une part, critique d'un idéalisme qui considère que la société se réunifie en un centre, l'Etat ; d'autre part, réflexion sur les risques totalitaires que porterait en elle la prise du pouvoir d'Etat.

Cette approche me paraît dangereuse, non pas parce qu'elle serait intrinsèquement réformiste, comme il est souvent dit à tort, mais parce qu'elle ne permet pas de vraiment poser le problème central du capitalisme actuel, celui de l'Etat, car elle l'évacue alors que justement il convient de l'approfondir.

Si l'on admet que le capitalisme a pénétré l'ensemble de

Notre enquête sur la troisième voie

V. LA REALITE DU CAPITALISME ET COMMENT EN SORTIR

La recherche d'une « troisième voie » vers le socialisme, entre les blocages de la social-démocratie et les impasses des sociétés de type soviétique (voir « l'Unité » depuis le nº 310), ne saurait se faire dans l'abstraction ni dans la simple théorie. L'Europe occidentale, donc la France, se trouve en face d'une crise économique et sociale qui est celle d'un capitalisme encore puissant et qui pèserait inévitablement sur toute expérience socialiste. Il nous paraît donc important, à ce stade de notre enquête, d'introduire une réflexion sur cet aspect des choses qui est, lui aussi, légitimement controversé, encore que cette controverse soit trop souvent caricaturée par l'opposition schématique de la notion de « rupture » et de celle de « gestion loyale ».

S'efforçant de poser le problème en termes nouveaux, ce sont deux économistes, membres du comité directeur du P.S., qui interviennent aujourd'hui : Jacques Attali, qui développe une étude prospective sur les dix prochaines années pour situer le cadre dans lequel devra s'appliquer le « projet d'autonomie » du Parti socialiste ; et Christian Goux, qui estime, quant à lui, nécessaire de revenir à une analyse marxiste pour souligner que, si le socialisme est à l'ordre du jour, sa réalisation passe par un combat généralisé contre l'exploitation. C.E.

nos activités humaines et créé un mode de vie qui, à la fois, intègre et génère les lois de l'exploitation et de la domination, on ne peut qu'être d'accord avec Yves Navarre quand il dit dans « les Loukoums » : « Le seul moyen aujourd'hui d'être révolutionnaire, c'est d'être irrécupérable » ; et, comme nous sommes toujours récupérables, nous sommes tous des réformistes ! Mais, si l'on pense que de nouvelles manières d'exercer le pouvoir, d'« expérimenter la société » peuvent produire des changements profonds en dehors d'une prise de contrôle par les travailleurs du pouvoir d'Etat, je crois que l'on se trompe et que l'on en revient à une conception prémarxiste du changement sous couvert de modernisme, de nouvelle culture politique. En effet, la question fondamentale que l'on se posait avant Marx, c'était « comment gérer la société » ; cela avait donné lieu aux mots d'ordre « liberté, égalité, fraternité », et en économie aux pensées préclassiques et classiques. La question que se posait Marx était d'une tout autre nature, puisque ce qui lui importait, c'était la réalité du fonctionnement de la société. Et sa réponse conserve encore aujourd'hui toute sa force :

►L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes ;

►La société est divisée en deux classes, dont l'antagonisme a comme base matérielle : l'achat et la vente de la force de travail ;

►Tout tend à devenir marchandise lorsque la société est dominée par les marchands.

Or, si l'on ne retenait que cette dernière proposition, on risquerait de complètement obscurcir la question de l'exploitation. Car ce que cherche la classe exploitée, c'est justement, grâce aux luttes, la suppression de l'exploitation par l'appropriation collective des moyens de production. Et pourquoi ? Pour une raison simple : parce que l'appropriation individuelle des grands moyens de production est la source même de l'exploitation de la force de travail et se traduit par la soumission de la production à des objectifs financiers (par exemple, la production industrielle est soumise à la loi du profit et non à l'objectif de production de marchandises satisfaisant des besoins).

Je m'étonne toujours de ne voir pratiquement jamais prises en considération la notion et la réalité de l'exploitation dans les travaux sur les « nouvelles cultures politiques », l'expérimentation sociale, la société de petite dimension, etc. Car, si le socialisme n'est pas un processus tendant à la suppression de l'exploitation (même progressive), que serait-ce donc si ce n'est une autre manière de gérer la situation présente ? Il n'y a là de ma part aucun procès d'intention, mais une véritable interrogation : hors de la prise en considération du phénomène central de l'exploitation, le socialisme apparaîtrait seulement comme un autre mode de gestion !

Cela étant, il reste deux autres questions : la première pourrait se formuler ainsi : l'Etat est-il le lieu de l'appropriation collective ? Et la seconde : peut-il exister une lutte générale contre « les » pouvoirs ? Pour tenter de répondre à ces questions, il me semble nécessaire de faire un retour à Marx.

Pour ce dernier, l'Etat est le lieu provisoire de cette réappropriation collective. Qu'un certain marxisme ait ôté toute signification à ce provisoire n'enlève rien au caractère de la proposition initiale. En effet, provisoirement l'Etat devra orienter la production en fonction des biens demandés et nécessaires (et, jusqu'à présent, la planification apparaît comme l'instrument — dépassable d'ailleurs — de cette orientation), considérer et encourager une nouvelle forme de la lutte des classes avec comme objectif la recherche de modes démocratiques d'exercice des pouvoirs. Il jouera donc un rôle décisif dès la période de transition et contribuera à la mise en place de structures décentralisées qui entraîneront à terme son propre dépérissement.

Quant à la notion de pouvoir, elle renvoie naturellement au concept d'exploitation et de domination. Il est donc nécessaire de relier toutes les formes de luttes à un combat généralisé contre l'exploitation : essentiellement, celle de la force de travail.

C'est pourquoi, au-delà de toutes les formes d'expérimentations sociales qui, non rattachées à un projet politique de prise →

© Jean-Jaurès

de pouvoir, sont à mon sens, aussi suspectes qu'intéressantes, c'est cette ambiance ambiguë selon laquelle capitalisme et socialisme seraient des représentations qui est critiquable. Oui ou non, est-ce le socialisme que nous voulons construire ? C'est-à-dire, oui ou non, voulons-nous contribuer à supprimer l'exploitation ? Si nous le voulons, de grâce ne parlons pas de gestion douce de la crise, alors que notre ambition est qu'il n'y ait plus de crise. Laissons à d'autres le soin de justifier l'injustifiable et d'essayer de régler ce qui ne pourra pas l'être. La seule forme subversive de la mutation nécessaire reste, comme au XIXe siècle, la réappropriation collective des outils de travail.

Tout cela conduit à revenir à des propositions dont l'archaïsme apparaîtra comme celui d'une tradition marxiste qui, pour avoir un siècle d'histoire souvent douloureuse, n'en contient pas moins quelques vérités :

1. La transition au socialisme suppose, non « une socialisation des revenus (conception de gestion), mais une redéfinition du partage profit/salaire (conception politique). Ce partage doit être imposé par l'Etat représentant la classe des salariés, en intégrant d'ailleurs dans la part salariale le revenu et l'intensité du travail, autrement dit sa durée. Mais ce partage doit prendre en considération les aspects actuels du capitalisme, et en particulier le fait que dans la part salariale se glisse une part importante de profits déguisés et redistribués aux improductifs.

2. La rupture avec le capitalisme suppose une appropriation collective des moyens de production qui — en partie, mais non exclusivement — passe par la nationalisation des firmes et des groupes qui déterminent l'intensité de l'exploitation de la force de travail. D'autres formules sont à trouver pour exprimer l'appropriation collective. D'où la richesse du thème et du combat autogestionnaires. Mais la nationalisation ne doit pas être une étatisation, et par conséquent elle doit créer les conditions institutionnelles d'un nouvel exercice des responsabilités de direction. Cela est difficile, mais pas impossible comme certains le pensent sans le dire.

3. La crise économique résultant d'un processus de surproduction/sous-consommation, il est nécessaire de redéfinir une croissance qui permette la satisfaction des besoins sans pour autant s'engager dans la voie de la destruction massive des ressources. Cela suppose la mise en place de structures nouvelles de demande (consommation) qui n'aient plus comme lieu d'expression le marché et comme régulateur le mécanisme des prix. Cela suppose aussi que l'on repense une planification non normative des besoins collectifs qui intègre une problématique de la décentralisation et de la petite dimension, que l'on s'attache à passer, en matière de production, d'une logique des profits à une logique des besoins.

4. L'accumulation du capital s'opère à l'échelle mondiale. Dès lors, la lutte internationale revêt une dimension particulièrement importante. Le socialisme consiste, non à se refermer dans un protectionnisme étroit, mais à engager les processus permettant à l'ensemble des travailleurs de se dégager des pressions de l'impérialisme dominant et des impérialismes relais. Cela passe par une nouvelle définition des rapports entre le Nord et le Sud, qui soient centrés sur les besoins et les capacités potentielles de production.

5. Le socialisme, c'est aussi la mise en place de rapports nouveaux entre les hommes. La lutte pour le socialisme exige que s'instaurent des rapports égalitaires dans les relations interpersonnelles et dans celles qui sont marquées par des phénomènes de domination : famille, relations de travail, hommes/femmes, démocratie au sein du parti, etc. Cette lutte est une lutte contre l'exploitation. Elle exige plus l'émergence de structures de combat que des expérimentations. Elle suppose la volonté politique de chacun de remettre en question ses propres rapports avec autrui.

La vie, c'est la lutte, la dynamique, le déséquilibre. Le socialisme du juste milieu qu'on voudrait nous proposer comme le modèle moderne de demain baigne dans le climat aseptisé des mouroirs. Il ne vaut guère mieux qu'un libéralisme du changement. Il ne remet pas en question l'exploitation des travailleurs. Il est incapable de faire sortir notre pays de la crise. Le socialisme que nous voulons sera difficile à construire, il exigera de profondes remises en question individuelles et sociales. N'en n'ayons pas peur, il est plus que jamais à l'ordre du jour.

CHRISTIAN GOUX

Le socialisme devra être une réponse à la marginalité, par Jacques Attali

AU moment où commence notre réflexion sur le nouveau projet socialiste, sans doute n'est-il pas inutile de s'interroger sur l'articulation nécessaire entre un projet politique et l'époque où il s'inscrit. Un tel préalable est absolument nécessaire si l'on veut éviter de ne pas être compris et d'échouer. L'histoire du socialisme, dans ses utopies et ses tentatives avortées, démontre en effet que les chances de convaincre de sa nécessité, et de réussir sa mise en œuvre, sont d'autant plus grandes que le projet s'inspire d'une connaissance réelle de la dynamique sociale où il s'inscrit. Vouloir rêver un socialisme abstrait, sans référence à la réalité du temps, c'est se condamner au discours vide, incantatoire, contraire aux intérêts des classes sociales en lutte. Nous n'avons donc pas le droit de compenser l'absence de pouvoir sur les choses par une dictature sur les mots, l'inaction dans l'Etat par l'activisme dans les concepts. Mieux que jamais, les militants doivent affronter le réel et faire comprendre le monde à ceux qui sont exclus par leur vie de travail des nécessités de leur propre avenir.

Or, si le réel est aujourd'hui la crise et les échecs du giscardisme, c'est aussi un capitalisme puissant, intelligent, en pleine mutation, et qui fait payer sa transformation aux nations périphériques dont nous sommes. Le réel, c'est aussi un socialisme inexistant, parce que perverti, à l'Est dans la dictature et à l'Ouest dans la simple gestion intelligente du capitalisme. Le réel, c'est enfin la nécessité de moderniser l'ambition socialiste : s'agit-il, comme on l'a toujours dit, de réaliser la liberté, ou l'égalité, ou bien encore de concilier l'une et l'autre ? Il faut admettre que l'une et l'autre de ces deux valeurs ont conduit, lorsqu'elles ont été dévoyées, à des drames déshonorants ; l'égalité a produit la norme dans les capitalismes d'Etat ; la liberté a conduit à l'aliénation aux marchandises dans les social-démocraties. C'est que liberté et égalité correspondaient à des valeurs du XIXe siècle : celles, mythologiques, du capitalisme libéral et celles, utopiques, du socialisme communautaire. Aujourd'hui, il faut les transcender et centrer le projet socialiste autour d'un autre concept, issu de la réalité du temps et de la crise, c'est-à-dire le fonder sur un pari théorique à propos de ce que sera le monde et le rapport entre les classes sociales dans les dix ans qui viennent. Aussi n'échapperons-nous pas à cette question : quels seront les traits principaux de la France et du monde des années quatre-vingt ?

A mon sens, voici les trois caractéristiques majeurs de cette décennie qui doivent fournir le cadre à notre réflexion :

a) La division internationale de la production va s'accentuer, dans le chaos monétaire, par une centralisation technologique aux Etats-Unis et au Japon et par une disparition de la capacité de production complète dans un seul pays des biens d'équipement et de consommation. Même si nous refusons les conséquences de cette division du travail, même si nous souhaitons l'organiser elle aura lieu. L'environnement d'une France socialiste sera soumis aux lois du marché, et la France socialiste devra survivre en échangeant sur des marchés compétitifs selon les lois du capitalisme.

b) Le développement de l'automatisation des processus de production fera disparaître un grand nombre d'emplois de bureau et d'emplois industriels et fera apparaître de nouveaux objets de consommation liés essentiellement à l'informatique et peut-être à la biologie. Un nouveau mode de vie émerge, où le travailleur surveillera des machines automatisées et où le consommateur achètera les moyens de surveiller sa propre conformité aux normes sociales ; une société s'installe où il faudra, pour vivre, apprendre à se conformer à la norme, à jouir de sa dépendance à la loi. Là encore, même si nous refusons ce modèle, et sauf à fermer les frontières aux hommes et aux idées, tel sera le monde et l'idéologie environnant notre projet : un monde de passivité, d'anonymat, où tous les pouvoirs tenteront d'assurer leur légitimité dans l'utopie d'un corps social « centriste », c'est-à-dire standardisé.

c) Une conjoncture de reprise dans une ambiance de récession économique durable. Dans la décennie quatre-vingt, la crise du capitalisme sera, en effet, loin d'être dépassée. Il y aura en France environ 2 millions de chômeurs, une inflation supérieure à 8 %, une croissance de l'ordre de 2,5 % par an, un pouvoir d'achat voisin de celui de 1973. Certes, toute la politique économique du président de la République consiste à créer les conditions d'une artificielle amélioration des indices entre juin 1980 et mai 1981 pour des raisons purement électorales. Mais, au-delà, la réalité profonde de la France sera une stagnation structurelle où s'aggraveront les inégalités, où une génération aura perdu toute espérance de réaliser ses aspirations dans le travail, et même d'y utiliser son éducation ; les valeurs anciennes liées à la production seront en déshérence ; la notion même de réussite, si chère au XIXe siècle, s'évanouira ; le bonheur prendra une valeur de plus en plus personnelle, locale, désocialisée, marginale.

Ainsi, si cette analyse est exacte, l'environnement du nouveau projet socialiste sera radicalement différent de celui qui a présidé en 1972 à l'élaboration du projet de Suresnes et du Programme commun. Certes, dès les années soixante-dix, les socialistes avaient mesuré l'importance de cette crise du capitalisme déjà engagée. Mais, vers 1980, les Français auront enfin pris conscience de sa réalité, du prix qu'il faudra la payer, de la marginalisation qu'elle entraîne et des valeurs qu'elle remet en cause.

Aussi, un projet socialiste devra avoir comme ambition de sortir la France de la crise en proposant non pas seulement une gestion efficace, moderne de la société, mais de nouvelles valeurs, transcendant liberté et égalité en un projet adapté aux menaces de la crise. Le socialisme devra être une réponse à la marginalité, le pouvoir de chacun de participer à la définition de son destin personnel, local et national, de refuser la soumission individuelle et collective. Liberté et égalité se fondent alors en un nouveau concept d'autonomie, en rupture totale avec le cours de l'Histoire et la logique du capital. Par exemple, créer les conditions de l'autonomie nationale exige la définition des moyens nouveaux, un secteur public élargi aux secteurs de pointe, l'autonomie locale exige la décentralisation des finances publiques, l'autonomie individuelle, l'autogestion du travail et l'augmentation du temps libre. Autour de ce concept et de cette analyse peuvent s'inscrire toutes nos espérances et nos rébellions, notre volonté et notre rêve. Aujourd'hui, quand la droite s'enferme dans le cynisme archaïque du libéralisme parce qu'elle ne peut pas expliciter son projet réel, quand le P.c. refuse d'analyser le monde tel qu'il est, parce qu'il ne ressemble pas à ses modèles, le P.s. est la seule organisation politique capable d'élaborer un tel projet. Réussirions-nous, qu'il resterait à le mettre en œuvre contre toutes les orthodoxies refusant la vérité. Echouerions-nous que le monde serait engagé plus que jamais vers un suicide collectif dont ne le sauveront plus ni les discours anachroniques des adversaires du capitalisme du XIXe sicèle ni l'action cynique des gestionnaires du capitalisme du XXIe siècle.

JACQUES ATTALI



Ecole : le redéploiement selon M. Beullac



AVEC moins, il veut faire plus.

C'est, en tout cas, ce qui ressort des derniers discours prononcés par Christian Beullac, ministre de l'Education, aussi bien à l'O.C.D.E. qu'à l'Unesco, les 19 et 30 octobre.

« Une telle politique de meilleure préparation à la vie de tous les jeunes s'inscrit, il ne faut pas se leurrer, dans un contexte de plafonnement de ressources accordées à l'éducation du fait même de la crise. En France, en particulier, il faut admettre que la part déjà considérable du budget de l'Etat consacrée à l'éducation restera stable pendant la période qui reste à courir pour la totale adaptation de notre économie aux conditions actuelles de l'économie mondiale. Un vaste effort de redéploiement est nécessaire pour dégager les ressources indispensables aux priorités nouvelles. D'ailleurs, la stabilisation d'un budget ne signifie pas l'immobilisme... »

Redéployer les moyens, de quoi s'agit-il pour Beullac ? D'abord, de belles phrases. Ainsi, il explique que « l'enseignement, dès l'école élémentaire, doit privilégier l'acquisition des méthodes plutôt que celle des connaissances, faciliter le développement de démarches de pensées transférables dans plusieurs domaines ». On veut bien, on s'interroge... Et cela reste bien abstrait...

Et le concret — grèves, occupations de locaux, mobilisation, nouvelle mais massive, des parents, mouvements de protestation qui explosent ici et là depuis maintenant deux mois — révèle les vrais problèmes.

Problèmes de locaux, de crédits de fonctionnement, de postes non pourvus, de matériel insuffisant, pour ne citer que ceux-là...

Les locaux. A cet égard, le lycée de Mayenne n'est qu'un exemple parmi d'autres. Significatif. D'ailleurs, peut-on nommer lycée ces dix-sept classes démontables, installées dans la cour d'un C.e.s., mal isolées, mal chauffées ? Voilà dix ans que l'on se débrouille comme cela à Mayenne. Dix ans que les responsables du lycée se plaignent auprès de l'administration des mauvaises conditions de travail. Dix ans, aussi, que la construction du lycée « en dur » est déclarée urgente et annoncée imminente. Cette année, devant la nette progression des effectifs (+ 25 %), on les a enfin entendus... Ils ont eu droit à un bâtiment préfabriqué supplémentaire. Ils attendent maintenant la rentrée de 1979 avec l'espoir d'un nouveau lycée.

Leurs chances sont minces ! En effet, le projet de budget d'équipement de l'éducation pour 1979 se caractérise, lit-on dans le projet de loi de finances, par une « stabilisation globale des moyens »...

On y apprend également que « la diminution du budget d'équipement (2 516,7 millions de francs d'autorisations de programme, contre 2 652,3 MF l'année précédente) traduit le ralentissement des besoins en constructions neuves, compte tenu des efforts considérables accomplis dans ce domaine au cours des vingt dernières années ».

Les crédits de fonctionnement. On n'en finirait pas de citer des chiffres pour en souligner l'insuffisance. Insuffisance qui se traduit parfois tragiquement dans la vie quotidienne. A Meudon, l'intendant du lycée Rabelais, outre celle de son lycée, assumait la responsabilité de deux C.e.s. L'ensemble représentant deux mille cinq cents personnes, élèves, enseignants, personnel d'administration et d'entretien. Malgré tous ses efforts, l'intendant, devant les énormes difficultés matérielles qu'il devait chaque jour affronter, ne s'en « sortait pas ». Il s'est suicidé le 19 octobre.

Les postes à pourvoir. Le ministère, s'il annonce la création de 1 805 postes dans les lycées, lycées d'enseignement professionnel et sections d'éducation spécialisée, annonce également la suppression de 1 060 postes dans les écoles et les collèges.

Ajustements de personnels qui, sur les deux années scolaires 1978-1979 et 1979-1980, se traduisent par la suppression de 7 510 emplois : 3 620 affectent le premier degré, 3 550 le second degré et 340 diverses formations (orientation, éducation).

Le matériel. Ne citons que l'exemple des L.e.p. (lycées d'enseignement professionnel). Pour ceux-ci, les crédits de renouvellement de l'équipement en matériel et les subventions d'équipement ne permettront pas, compte tenu de l'inflation et des besoins énormes dans le technique, de se renouveler, voire de se maintenir.

Or, l'enseignement technique — qui accueille encore, pour l'essentiel, des élèves de familles modestes — est aussi l'un des plus coûteux, à cause du prix élevé des différents matériels.

Et l'Université ? La situation n'y est guère plus brillante. Pourtant, Mme Alice Saunier-Seïté, confiait récemment à un hebdomadaire sa satisfaction en ce qui concerne la recherche. Opposons-lui ces chiffres pour 1979, les crédits de l'enveloppe « recherche » augmentent de 10,2 %, ce qui ne compensera même pas la dévaluation...

Lors d'une conférence de presse, le 2 novembre dernier, Louis Mexandeau rappelait que les socialistes « condamnent le recours au troisième alibi, c'est-à-dire la stagnation démographique, venant après l'explosion scolaire et la crise pétrolière », deux alibis précédemment évoqués. Le Parti socialiste compte d'ailleurs présenter son analyse du budget de l'Education, et les mesures qu'il préconise, lors de sa décade d'action, du 6 au 16 novembre.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

changer la vie politique

L'Autriche et le nucléaire

Deux réflexions s'imposent après le référendum par lequel les Autrichiens viennent, à une très faible majorité, de dire non à la mise en service de leur première centrale nucléaire.

La première touche à la démocratie : le chancelier Kreisky, qui s'était personnellement engagé en faveur de la centrale et qui dispose pourtant d'une majorité absolue socialiste, avait tenu à soumettre sa mise en service à une décision populaire. Celle-ci étant négative, il s'y soumettra. Il avait même envisagé de démissionner, ce que son parti unanime lui a demandé de ne pas faire. D'autres gouvernements occidentaux, le nôtre en particulier, ne s'embarrassent pas d'autant de scrupules.

Cela étant dit — c'est la seconde réflexion —, un pays ne possédant pas d'autre source énergétique peut-il se passer d'énergie nucléaire sans compromettre son indépendance ?

Le problème s'est posé récemment en Suède, où plusieurs centrales nucléaires sont pourtant déjà en fonctionnement. Il se pose en Allemagne fédérale, en Suisse, où l'ouverture de nouvelles centrales s'est accompagnée d'une vive contestation, et bien entendu en France, où l'on se souvient des graves incidents de l'été 1977 à Creys-Malville.

Sans doute une meilleure information de l'opinion contribuerait-elle à dépassionner le problème. Le gouvernement français n'en prend pas le chemin.

Ecoutes persanes

Deux responsables de l'opposition iranienne se téléphonaient la semaine dernière, à Paris. A un moment important de leur conversation en persan, l'un d'eux employa quelques expressions arabes. Immédiatement, la voix d'une tierce personne se fit entendre. « Quoi ? Je ne comprends plus rien. Ils ne parlent plus persan... »

Surpris par cette écoute intempestive de leur dialogue, les deux Iraniens interrogèrent le parasite et lui demandèrent les raisons de sa présence sur la ligne. Ce qui leur valut des insultes — en un persan mâtiné de français — sur l'action de l'opposition au chah. Comme un hasard de ce type ne vient jamais seul, le lendemain la ligne de l'un de ces deux opposants s'est trouvée hors service. Pour trois jours...

Apartheid : des oranges pas mécaniques

Le Mouvement anti-apartheid est plus connu sous le nom de la campagne qu'il a menée contre les oranges d'Afrique du Sud : C.a.o. (Campagne anti-outspan), lancée en 1975. Son but est « d'informer le public le plus large possible sur l'Afrique du Sud et l'apartheid, et d'impulser en France un large courant d'action anti-apartheid s'attaquant en priorité aux relations étroites qui lient le gouvernement et le patronat de notre pays au régime de Pretoria ».

Les oranges sont un symbole facile à retenir, mais il y a plus grave et la C.a.o. a organisé des campagnes contre les investissements français en Afrique du Sud, les ventes d'armes, etc. Le M.a.a.-C.a.o. réunit son troisième congrès les 11 et 12 novembre au Centre omnisports de Massy (Essonne). Une table ronde aura lieu samedi, à 17 heures, sur le problème des étroites relations nouées entre une dizaine de grandes banques de France et d'Afrique du Sud.

Une soirée de musique sud-africaine, intitulée « Jazz et Blues pour la libération », se déroulera le samedi soir à Massy et le mardi 14 novembre à la Mutualité. De nombreux artistes sud-africains de renommée internationale y participeront, ainsi que des Haïtiens et des Français.

Pour la défense des écoles de campagne

Pourquoi lutter contre la désertion du milieu rural en faveur du milieu urbain et tout faire — par exemple fermer les écoles — pour que les jeunes agriculteurs en partent ?

C'est la question que Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, posera à l'Assemblée lors de la discussion du budget de l'Education nationale, discussion qui commencera lundi prochain. Dans l'Isère, en effet, la rentrée scolaire a été très mouvementée : postes non pourvus, classes surchargées, mais surtout, dans cette région rurale, des fermetures de classes ou des ouvertures qui n'ont pu avoir lieu.

Les conseillers généraux socialistes ont entrepris une démarche auprès du préfet de l'Isère, président du Conseil départemental de l'enseignement primaire, dont ils attendent une réponse. Ils s'étonnent, en effet, d'avoir obtenu 58 créations de postes pour le département alors que le Conseil départemental en avait voté 150. Ils s'étonnent encore de la réaction de l'inspecteur d'académie lors d'une récente réunion. Celui-ci a refusé les deux préalables présentés par le groupe socialiste, à savoir qu'une délégation de parents d'élèves soit entendue par le Conseil départemental et que, d'autre part, il fasse connaître les éventuelles créations de postes. A suivre...

« Il faut sauver Vincennes ! »

Tel est l'appel lancé par soixante-dix personnalités françaises et étrangères, regroupées au sein du Comité international de soutien à l'université de Paris VIII-Vincennes. Parmi elles, trente-deux présidents d'université et plusieurs professeurs au Collège de France.

Si, pour Alice Saunier-Seïté, les jeux sont faits, il n'en est pas de même pour Pierre Merlin, président de Vincennes, bien décidé à refuser le transfert de son université sur un terrain exigu (deux hectares), transfert qui aboutirait en fait au démantèlement de Paris VIII. C'est pourquoi il a eu l'idée de constituer ce comité, qui doit prendre dans les semaines à venir de nouvelles initiatives pour la sauvegarde de Vincennes. Ses membres affirment dans un communiqué qu'ils soutiennent les 30 000 personnes, étudiants, enseignants et personnels qui travaillent à Vincennes. « Ils demandent aux autorités responsables de respecter leur engagement de procéder par voie de concertation avec les intéressés et de faire en sorte que soient maintenus dans leur intégralité l'activité et le rayonnement de cette université. »

Le sous-préfet du Havre ne craint pas le ridicule

Le 26 octobre dernier, vers 15 heures, devant l'Agence nationale pour l'emploi, des militants socialistes — dont Joseph Minga, adjoint au maire de la ville — distribuent des tracts présentant les propositions du P.s. pour l'emploi.

Surgissent une quarantaine de policiers, des motards, des inspecteurs, un commissaire, avec armes et fourgon. Les militants socialistes et des militants du comité de chômeurs C.g.t. sont arrêtés séance tenante.

Un spectacle inattendu et grotesque : même les policiers ont du mal à ne pas sourire, tant les forces de l'ordre mobilisées par le sous-préfet sont disproportionnées par rapport au nombre des militants.

En attendant, cette intervention policière n'a pas été inutile. Elle a causé chez les passants spectateurs de cette scène une grande indignation et renforcé bon nombre de Havrais dans leur opinion sur l'incapacité du Pouvoir à faire face aux aspirations de la population.

changer la vie sociale

Pas de vacances pour le profit

Bonne année pour les travailleurs du commerce : le 11 novembre tombant un samedi, ils vont enfin pouvoir prendre deux jours de repos consécutifs. Pour Noël et le Jour de l'an aussi, qui tombent l'un et l'autre un lundi.

Hélas, il fallait compter avec la course au profit, surtout dans les grandes surfaces. Très vite, les patrons ont fait savoir qu'ils comptaient ouvrir le samedi 11 novembre et les dimanche 24 et 31 décembre. Une fois de plus, ils utilisent le service à la clientèle pour justifier ces ouvertures. Pour les travailleurs, dans cette période de travail intensif, cela signifie aussi qu'ils devront travailler six jours sur sept.

Déjà, le 1er novembre, bon nombre de grands magasins étaient ouverts.

Pratique pour les consommateurs. Pour les vendeuses du B.h.v.-Rivoli et de la Samaritaine à Paris, cela fait un jour de congé en moins, à ne pas rester en famille. La C.f.d.t. avait appelé les salariés du B.h.v.-Rivoli à débrayer le 1er novembre. Des tracts ont été distribués à la clientèle : « Acheter dans les grands magasins les jours fériés, c'est pratique. Mais c'est voler un jour de repos aux employés. »

La C.g.t., pour sa part, avait appelé à un débrayage au B.h.v. du centre Rosny-2. Un mouvement très largement suivi avec 90 % de grévistes. Fait intéressant : des clients se sont joints à la manifestation des salariés dans le centre.

Ces grèves d'avertissement sont parfaitement révélatrices d'un climat d'exaspération qui règne dans les grandes surfaces. Certaines directions ont déjà fait savoir qu'elles n'étaient pas fermées aux revendications des salariés. D'autres, tel Monoprix, ont préféré abandonner complètement l'idée d'ouvrir les 24 et 31 décembre.

La Caisse d'épargne mobilise pour sa sécurité

La Caisse d'épargne a un mort de plus sur la conscience. Le 26 octobre dernier, en effet, un hold-up a lieu dans le bureau urbain de Febvotte, à Tours. Comme dans trop de petites agences, l'employée, Michèle Varainne, est seule. Ses agresseurs la laissent grièvement blessée. Le lendemain, cette jeune femme de vingt-sept ans, mère d'une petite fille de trois ans, meurt à l'hôpital de Tours où on l'a transportée.

Une tragédie prévisible. Cette succursale de la Caisse d'épargne, sans réel moyen de protection, avait déjà été attaquée. « Pour assurer la sécurité du personnel, il existe un protocole d'accord signé en décembre 1975 entre la chambre patronale des Caisses d'épargne et le ministère de l'Intérieur, explique Jean-Pierre Savary, responsable C.f.d.t. des Caisses d'épargne à Tours et secrétaire de la section P.s. de La Riche. Mais, pour ne pas indisposer la direction, ce protocole n'a pas de caractère réglementaire. Autrement dit : la sécurité est laissée à l'appréciation de chaque directeur d'établissement. »

La réaction du personnel des Caisses d'épargne de Tours ne s'est pas fait attendre. A l'appel de la C.f.d.t. — largement majoritaire — et du syndicat unifié, il a observé une demi-journée de grève le 3 novembre, en guise d'avertissement.

En mémoire de la jeune morte, une manifestation silencieuse de cinq cents personnes s'est rendue à la préfecture d'Indre-et-Loire et a déposé une liste de revendications. Les grévistes exigent, entre autres, le doublement du personnel dans les agences n'ayant qu'un employé, l'installation de vitres pare-balles dans tous les bureaux et dans les cars-

Comment fonctionne une Boutique de santé

« A la Boutique de santé, on ne vend rien. Surtout pas de la médecine ! » Le docteur Jean-Jacques Chischportich, l'un des animateurs de la « Boutique », tient à préciser d'emblée la règle du jeu. Une drôle de boutique, coincée dans une rue triste du treizième arrondissement de Paris entre deux immeubles en démolition. « C'est la convergence d'une double aspiration, explique Serge Blisko, médecin et militant au P.s. Il y avait, d'une part, des professionnels de la santé qui se sentaient mal à l'aise et, d'autre part, une énorme attente des usagers de la médecine, mécontents du système actuel. »

Devant ce constat, une dizaine de militants du Mouvement Action Santé créent au début de l'année la « Boutique de santé », dont ils veulent faire un « pôle de contestation à l'institution médicale ». Pas un lieu où l'on soigne, mais un endroit où l'on se rencontre, où l'on se parle.

Il fait déjà nuit quand j'entre au 75, rue Clisson. Paul, étudiant en médecine, assure la permanence de 17 h à 19 h. Aux murs des affiches, des panneaux avec dessins et textes explicatifs. L'un explique les honoraires médicaux (que veut dire K 6 sur la feuille de sécurité sociale, ou qu'est-ce que le « droit au dépassement » ?). L'autre analyse les conséquences médicales du travail posté (les « trois huit »). Un troisième informe sur les moyens contraceptifs et la surveillance médicale qu'ils nécessitent.

Entre un homme d'une quarantaine d'années. Il voudrait qu'on lui indique de « bons » médecins. « Parce que, dit-il, il y a des médecins qui sont surtout des commerçants... » « Notre rôle n'est pas de décerner des étoiles aux médecins, explique Paul. Selon quels critères pourrions-nous les juger ?... On n'est pas le guide Michelin de la santé dans le treizième ! » Et la Boutique n'est pas non plus un lieu où l'on délivre des soins médicaux « différents ». « Faire la médecine que l'on voudrait, c'est-à-dire de la médecine lente, ce n'est pas possible dans le système actuel, explique Chischportich. La Sécurité sociale paie en fonction du nombre d'actes. Si on n'en fait pas assez (un tous les quarts d'heure en moyenne), c'est la faillite. Toutes les expériences de « maisons de santé », y compris les plus avancées comme celle de Grenoble, achoppent là-dessus. »

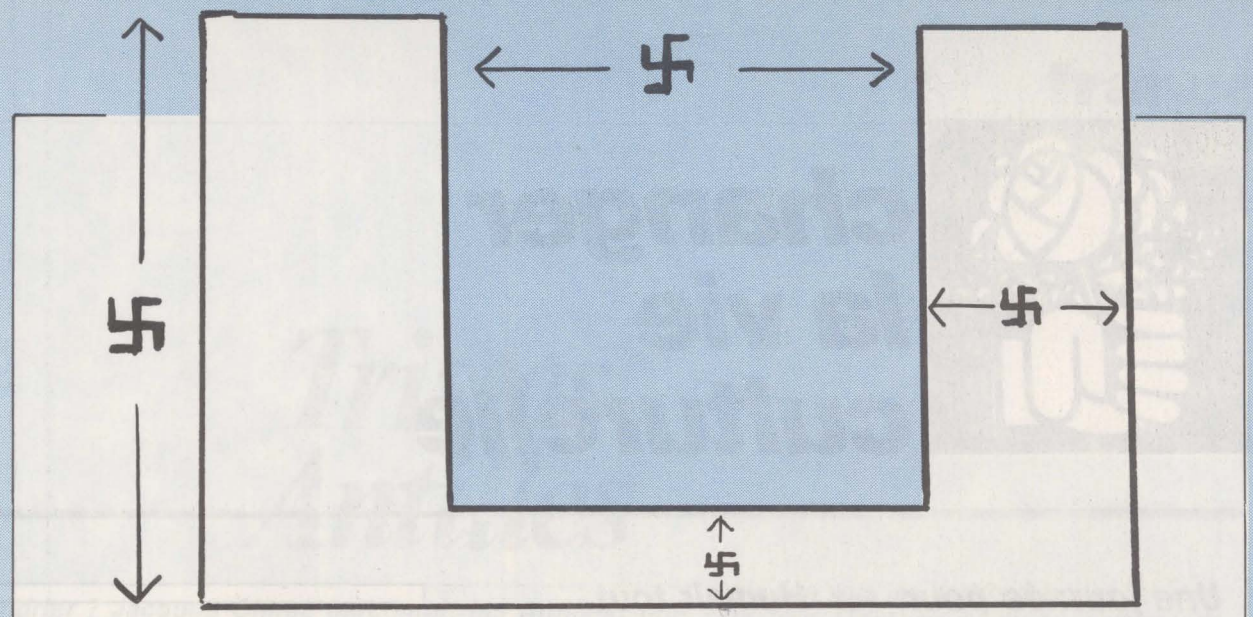
Ni centre de soins ni guide Michelin de la santé, alors à quoi sert la boutique de santé ? « Nous n'avons rien de plaqué à proposer aux gens ; nous sommes simplement à l'affût de leur demande, affirme une jeune militante. Nous voudrions aider les gens à prendre eux-mêmes en main leurs problèmes de santé, sans se remettre pieds et poings liés à un médecin qui, bien souvent, ne peut leur apporter une solution médicale. » C'est pourquoi les militants de la Boutique de santé ont organisé leur premier débat sur le travail posté en collaboration avec les syndicats.

Pour s'apercevoir que les insomnies, la fatigue nerveuse, l'anxiété sont le lot commun des travailleurs assujettis aux « trois huit ».

« Leur réflexe, c'est d'abord d'aller voir le médecin : « Je voudrais des somnifères pour pouvoir dormir. » Puis des excitants pour se réveiller. Et c'est le cercle vicieux. Ici, il est évident que la solution n'est pas médicale ! D'ailleurs, affirme un médecin de la Boutique, de plus en plus les syndicats ne demandent plus une augmentation des primes pour le travail de nuit, mais la suppression du travail de nuit ! »

« Nous voudrions être un lieu où l'on prend conscience que la plupart des problèmes de santé ne sont pas individuels, mais collectifs. Et que la santé n'est pas seulement une affaire médicale », affirme le docteur Chischportich. Témoin cette anecdote, rapportée par un médecin généraliste exerçant dans l'une des tours de l'avenue de Choisy. « Au début, ma clientèle était surtout constituée par les locataires de la tour. Ils venaient me voir pour un oui pour un non, pour la moindre alerte... Un beau jour, une association de défense des locataires a été créée dans l'immeuble. Les gens se sont mis à se rencontrer, à se parler, à tenter de résoudre ensemble certains problèmes. Et ceux qui étaient toujours fourrés dans ma salle d'attente, je ne les vois plus qu'une ou deux fois par an ! »

MARIE-JOSE BERNARDOT



on est "kit"

PAR PIEM

FAITES vous-même, avant d'en faire cruellement les frais, un vide-ordures à bon compte.

Lorsque novembre est là, des odeurs putrides de racisme et d'antisémitisme remontent à la surface et empoisonnent votre esprit. Comment les faire disparaître ?

Matériel nécessaire :
un sac de bêtise, un sac de sottise, un sac de violence et une pelote de haine, une pelle.

A l'aide d'une Pellepoix de Darquier, creusez dans le sol une fosse à la dimension des injures proférées (si vous êtes bon Aryen, faites accomplir ce travail pénible par un Arabe ou un Juif).

Tapissez le fond de la fosse avec des exemplaires de « l'Express ».

Colmatez les invectives, afin d'éviter les infiltrations, à l'aide de morceaux de vieilles chambres à gaz ; fignolez avec la pelote de haine.

Déversez dans la fosse vos sacs de bêtise, sottise et violence. Recouvrez le tout du voile de l'innocence libérale giscardienne.

La manipulation de certains des matériaux nécessaires pouvant entraîner quelques risques d'infection, nous vous conseillons de vous laver entièrement, après, au savon (évitez, bien sûr, le savon noir).

En cas de mauvais fonctionnement de votre fosse à Juifs et autres bougnoules, adressez-vous au service de dépannage de « Laissez-les vivre », qui se fera un devoir d'intervenir.

P.-S. Pour une fosse moyenne, respectez scrupuleusement les dimensions indiquées sur le croquis ci-dessus.

succursales et le transport des fonds par société spécialisée.

Le lendemain, par un vote quasi unanime, la grève était reconduite pour toute la journée. Face à cette détermination, la direction a dû reculer. D'abord, elle a avancé de deux jours la tenue de son conseil d'administration. Ainsi, le 6 novembre dernier, les grévistes ont pu discuter de leurs revendications. Et obtenir gain de cause sur les points principaux.

Dès mardi, le travail a repris, mais plus aucune agence de la région n'a ouvert avec un seul salarié. Ainsi, l'agence de Febvotte, rouverte le lendemain de l'assassinat de Michèle Varainne, est désormais fermée pour cause d'insécurité. Enfin, les syndicats détiennent maintenant une garantie signée de la direction l'obligeant à faire installer partout des vitres pare-balles. La fédération socialiste d'Indre-et-Loire a fait savoir sa complète solidarité avec les salariés de la Caisse d'épargne.

Prenez le train !

En gare de Rennes, vendredi 3 novembre. Je suis en avance. En achetant au guichet un billet pour Paris je prends le temps de questionner (chat échaudé...) : « Je pars au train de 17 h 58 ; y a-t-il un supplément à payer ? » « Non, madame », m'est-il répondu. Je m'installe douillettement dans le compartiment. Une minute avant le départ du train, une voix dans un haut-parleur me tire de la lecture du journal. « Messieurs les Voyageurs sont avisés que ce train est accessible seulement aux personnes ayant acquitté le supplément spécial « train rapide »... »

J'avoue que je n'ai pas bondi, mes valises à la main, pour retourner au guichet payer le supplément au risque de rater le train... Apparemment, je n'étais pas la seule. Quand le contrôleur est passé, la moitié au moins des porte-monnaie présents dans le compartiment ont dû s'ouvrir pour payer la surtaxe spéciale pour les voyageurs - ayant - omis - d'acquitter - le - supplément - train - rapide - au - guichet.

J'ai protesté de ma bonne foi. Peine perdue ! « Nous n'y sommes pour rien », s'est excusé le contrôleur. Et c'est vrai. Je suis tout de même perplexe.

Est-ce, par hasard, que la S.n.c.f. néglige complaisamment d'informer les voyageurs avant qu'ils ne prennent leur billet ? Où serait-ce qu'en les contraignant à n'acquitter le supplément qu'avec retard, c'est-à-dire dans le train, on peut **en plus** leur faire payer une surtaxe ?

Question subsidiaire : gagner cinq ou dix minutes sur le trajet Paris-Rennes vaut-il vraiment de payer un supplément de 15 à 29 francs ?

Le problème est qu'aux horaires les plus pratiques le voyageur n'a pas le choix : il y a forcément des suppléments ! Et cela ressemble en quelque sorte à un racket.

M.-J. B.

Stage des jeunes travailleurs

35 jeunes travailleurs ont participé au stage du M.j.s., organisé à Marseille du 28 octobre au 3 novembre avec Lucien Praire, Jean-Luc Vigne, délégué fédéral « entreprise » des Bouches-du-Rhône, et Edith Cresson, secrétaire à la jeunesse.

Apprentis, chômeurs, stagiaires, collégiens du technique ont confronté leurs expériences et commencé à préparer le Livre Noir de la Jeunesse au travail qui sera diffusé à l'occasion de la campagne jeunesse du Parti.

Les Jeunes Socialistes ne peuvent tolérer qu'à Besançon ou à Courbevoie (pour citer des exemples précis) de jeunes collégiens soient morts parce que la sécurité n'est pas assurée dans les C.E.T. ou qu'à Gennevilliers la manipulation de produits chimiques entraîne chez les élèves un taux de globules blancs anormal. Ou que de jeunes apprentis soient victimes de sévices, fournissent un travail écrasant (14 à 16 heures par jour) pour un salaire dérisoire. De nombreux sujets ont été abordés : les stages F.P.A. et leur inutilité, la voracité des agences d'intérim, etc.

D'autres stages « jeunes travailleurs » seront organisés dans d'autres régions par le M.j.s.

changer la vie culturelle

Une journée pour le carnaval

Depuis plusieurs années on assiste, en Languedoc, à une renaissance des carnavals et des fêtes carnavalesques : bal masqué, défilé de danseurs, sortie de l'animal-emblème de telle ou telle ville, cavalcades, corsos fleuris, etc.

Mais cette reprise n'est-elle pas un chant du cygne ? Le carnaval n'est-il pas menacé à court terme par l'exode rural ? Les villages du Midi perdent leur jeunesse ou changent de population : qui s'y occupera du carnaval demain ?

Face à cette inquiétude, Lo Teatre de la Carriera et les animateurs en milieu rural de l'Hérault ont décidé d'organiser une journée de réflexion sur le carnaval le 11 novembre à Pézenas. Somme y sera faite des expériences nouvelles, initiatives et traditions de carnaval. Car « vivre au pays », c'est aussi assurer la pérennité des fêtes dudit pays...

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE

30 OCTOBRE - 26 NOVEMBRE

CREATION EN FRANCE
à LA COURNEUVE

LES DEUX NOBLES COUSINS
(THE TWO NOBLE KINSMEN)

La dernière œuvre de
de W. SHAKESPEARE
m.e.s. Pierre Constant

CENTRE CULTUREL
JEAN HOUDREMONT
23, avenue du Général-Leclerc
93120 La Courneuve

information - location 836.11.44

Humair tout en couleurs

Au musée d'Art moderne, le film de Marie-Hélène Rebois « Solo, percussions, peintre » a été présenté les 28 octobre, 2 et 4 novembre. Une grande exposition dans ce musée, en effet, honore enfin la peinture expressive et subtile de Daniel Humair le multitalentueux : pour les amateurs de musique, Humair est aussi le batteur débordant d'intelligence qui dialogue si bien, par exemple, avec les pianistes de jazz Christian Ibanez (Musica 3018) ou Jean-Pierre Mas. Celui-là qu'on entendra ce week-end, avec Chet Baker, Albert King, etc., au festival de Châteauvallon.

Une toile d'Humair illustre la pochette de l'album « Morning » (Musica 3009), qu'il a, sous son nom, consacré à deux suites pleines de trouvailles en compagnie de Gordon Beck au clavier. On pourra apprécier le 16 novembre, à l'Espace Cardin, les qualités de ce Britannique, maître ès improvisations en crescendo (« Going up »), dont la « French connection » (Owl Records 11) atteint l'équilibre architectural qui fait les grandes œuvres.

S. R.

Le Petit Journal

Il y a un an, le centre socio-culturel Léo-Lagrange de Marseille s'installait dans de nouveaux locaux : 33, cours Julien. Aujourd'hui, il lance « le Petit Journal », qui se veut un organe d'information « efficace auprès des associations culturelles » de la ville et de la région ; et aussi « un lien pour une véritable politique d'animation culturelle régionale ».

L'initiative peut réussir si cette publication ne se replie pas sur les seules activités estampillées Léo Lagrange, si elle devient vraiment le multi-porte-voix de toutes les initiatives culturelles du coin.

LE LIVRE DE LA SEMAINE

Une histoire extraordinaire

Au début de « Terminus Paris », de Bernard Chapuis (Editions Les Formes du Secret), il ne se passe pas grand-chose qui vaille d'être signalé. Du quotidien tristounet, sans plus. La capitale ronronne dans le libéralisme avancé, mais rectifié et remusclé par Chirac. On devine que Léon Zitrone continue à s'époumoner sur les hippodromes, dans les salons des comtesses ou dans l'antichambre du Kremlin. Les trains de banlieue desservent imperturbablement les gares sur le parcours Dodo-Boulot et retour. Autant dire qu'on s'ennuie dur dans les salles de rédaction ! Rien à se mettre sous la plume : voilà notre héros-reporter en panne. Sur quelle piste se mettre, monsieur le Directeur ? Où fouiner, mon cher Watson ? Quel marronnier secouer pour parer à cette saison sèche ? L'automne s'annonce vraiment morose...

Heureusement, arrive l'information qu'on n'attendait plus et qui met tout le monde en transe : figurez-vous que cette année les chrysanthèmes ont fait grève. Ils ont tout bonnement refusé de pousser. En cherchant le pourquoi et le comment de la chose, notre Rouletabille de service va se trouver pris dans un engrenage d'événements bien surprenants : des cadavres disparaissent, de mystérieuses ambulances enlèvent tous les motards accidentés sur le périphérique, le pont Bir-Hakeim rompt et Chirac plonge en tenue d'homme-grenouille pour aller contempler ses ruines au fond de la Seine, la Samaritaine prend feu, la pluie devient diluvienne et phosphorescente, on cambriole la Bibliothèque nationale, Paris est plongé dans une gigantesque panne d'électricité qui n'en finit pas... Toutes les autorités scientifiques, politiques, policières et religieuses perdent leur sang-froid, leur latin... et leur utilité.

Ce livre n'est pas un roman. Edgar Poe l'eût simplement appelé « Histoire ». Bernard Chapuis l'a estampillé « Actualité-fiction ». On le lit comme une bande dessinée dont on compose soi-même les images en rêvant. On le savoure comme du Boris Vian : même humour insolent, même omniprésence de la mort, même familiarité avec l'extraordinaire. On en redemande.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Des enfants bâtisseurs

Un groupe de femmes, des gosses. Tout le monde dans un grand ensemble pas plus gai que d'autres, la Pierre-Collinet, à Meaux. Alors, ils ont joué à construire, un grand chantier perpétuel, des constructions éphémères, des jeux, du théâtre. Il s'est passé quelque chose à la Pierre-Collinet. Des photos en ont gardé mémoire. Le groupe femmes, les enfants et le théâtre suspendu les exposent jusqu'au 18 novembre, au cœur même du grand ensemble (bâtiment D). Peut-être des idées, des suggestions sur l'animation d'une communauté urbaine.

L'A.c.j.a.t. croit aux lectures publiques

A.c.j.a.t. : derrière ce sigle aux consonances barbares, se cache l'Association pour la création de jeunes auteurs de théâtre. Ses fondateurs affirment : « Il est de bon ton de dire qu'il n'y a plus en France de jeunes auteurs de théâtre. Nous sommes persuadés du contraire... Le but de notre association est de permettre à des auteurs de faire circuler leurs textes par le biais de lectures publiques. »

Les premières lectures sont prévues au Théâtre Germinal, à Bordeaux. Tous les jeunes auteurs intéressés peuvent envoyer leurs textes à l'A.c.j.a.t., résidence Barthès, appartement 248, 33170 Gradignan.

Tristes Antilles

COÏNCIDENCE du calendrier ? Jacques Chirac parcourait les Antilles, tandis que Raymond Barre pérorait à la Réunion. Et, à quinze mille kilomètres de distance, les départements d'outre-mer — ils ont bon dos — leur ont fourni l'occasion d'une nouvelle joute, où il est juste de dire que le Premier ministre a porté le coup le plus cinglant en accusant, sans le nommer — mais tout le monde a compris —, le président du R.p.r. d'aller pêcher des voix comme d'autres vont à la pêche aux moules.

Rien, bien sûr, n'est innocent dans ce nouvel affrontement qui ne concerne pas que les Antillais et les Réunionnais. Mais, puisque les uns et les autres ont été pris à témoin en tant que « Français à part entière », est-il certain qu'ils le soient dans la réalité ? Quelques images de la situation actuelle à la Martinique et à la Guadeloupe permettent, pour le moins, d'en douter.

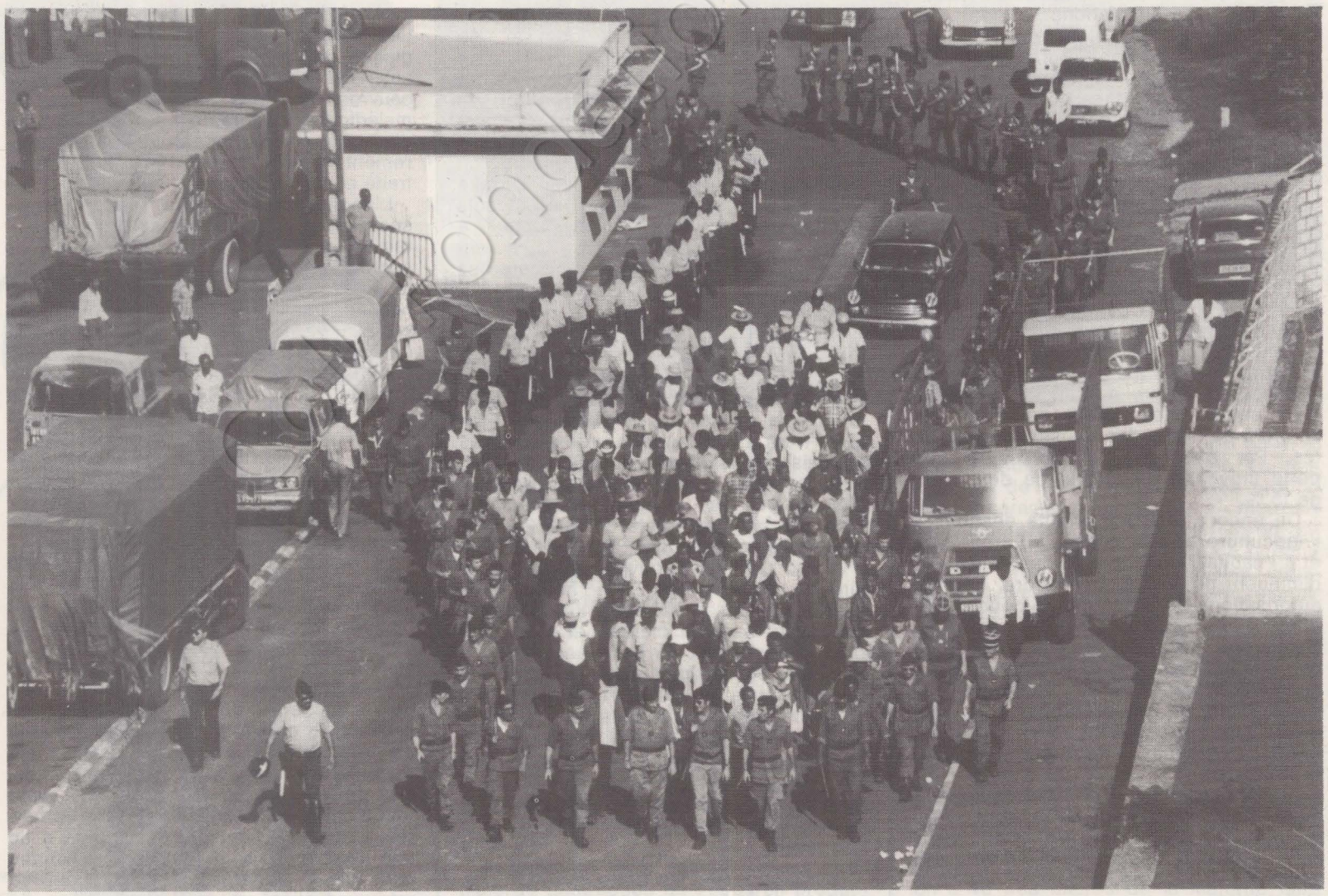
De notre envoyé spécial.

La côte est basse, fangeuse, battue de courtes lames blanches, frangée d'une marée vert sombre. Dans la lagune bruissante, les mangroves impavides plongent leurs racines tentaculaires dans une boue tiède. Caraïbes. Première incongruité, un Boeing passe en grondant. Deuxième choc, à quelque distance de là, le ruban gris marqué d'une ligne jaune, continue, discontinue. La nationale 1 se fraie un passage à travers les derniers champs de canne à sucre. Sur son passage, un squelette délabré tend ses poutrelles rouillées dans un geste pitoyable et désespéré. C'est une usine abandonnée. Un peu plus loin, elle débouche sur un supermarché rutilant, un magnifique ensemble à vendre et à consommer. Puis c'est l'arrivée sur la vaste baie qui s'ouvre vers les horizons marins, et c'est la ville. Tout en haut, au sommet de l'empilement désordonné des habitations, flotte un drapeau tricolore. Où l'on découvre que cette Caraïbe est française.

L'année se termine, mais la Martinique et la Guadeloupe n'oublieront pas de sitôt « la grande peur de l'an 1978 ». D'une certaine manière, c'est l'ex-secrétaire d'Etat aux Dom-Tom qui a donné le ton lors des discussions de la loi de finances 1978 devant l'Assemblée nationale. « Si ces départements n'étaient plus des départements, déclarait-il, évoquant les velléités de changement de statut constatées aux Antilles, il va de soi qu'ils ne pourraient plus bénéficier des aides sociales, qui ne constituent pas seulement une aide de l'Etat, mais aussi la traduction de la solidarité qui existe entre les Français de métropole et ceux des départements d'outre-mer... »

Emporté par l'élan, Olivier Stirn n'a pas eu le temps de préciser que, si les trans-

→



Grève et manifestation de dockers « encadrées » par les gendarmes, à Fort-de-France.

→

ferts sociaux — expression de la solidarité nationale — se sont élevés, entre 1972 et 1976, à 1 965 milliards d'anciens francs, la France métropolitaine a récupéré 1 860 milliards de transferts privés ! Non, il n'a pas eu le temps. Le moment n'était pas à faire du détail, mais à faire peur. Les élections approchaient. « Si vous n'êtes pas pour la majorité, vous êtes de gauche. Si vous êtes de gauche, vous êtes autonomiste. L'autonomie, c'est l'indépendance. L'indépendance, c'est... »

Ce qu'est l'indépendance, « France-Antilles », le quotidien de Robert Hersant, F.r. 3 et les médias se sont fait un devoir — faut-il dire un plaisir ? — de l'expliquer.

L'inoccupation grandit

« La Guadeloupe va devenir autonome... On espérait 150 000 touristes dans l'année : les annulations portent sur 120 000 personnes (!). Près de 1 800 emplois hôteliers sont brutalement supprimés, soit deux milliards et demi d'anciens francs de salaires non distribués... » « Avec l'autonomie, puis l'indépendance, les Martiniquais qui travaillent en métropole perdront bien entendu la nationalité française. Ils deviendront comme les Algériens, les Portugais, les Marocains, de simples travailleurs immigrés... » (en butte au racisme, aux tracasseries administratives et aux expulsions arbitraires, n'a pas osé ajouter le plumitif de service, qui l'a cependant pensé trop fort). Du coup, et tout occupés qu'ils étaient à orchestrer « la grande peur », les médias n'ont plus eu assez de place pour parler du budget alloué aux Dom pour cette année. C'est dommage. Ils auraient pu écrire des choses intéressantes. Par exemple, qu'il présente une perte moyenne de substance de l'ordre de 15 %.

Ou encore, que les crédits destinés à l'agriculture et à la pêche, à l'urbanisme et à l'habitat, ainsi qu'à l'industrialisation, diminuent de moitié. Ou encore, que les autorisations de programmes pour l'équipement et le logement baissent de 25 %. Ou encore... Non. Giscard merci, au milieu de cette morosité, les dépenses militaires augmentent de 14 % et permettent à la gendarmerie un très gros effort d'équipement. On se demande bien pourquoi, entre parenthèses... Peut-être pour faire la circulation !

Les Antilles françaises sont équipées ; mais, économiquement, elles sont vides de toute substance. En 1975, et en pleine zone tropicale, la Martinique importe 340 millions de francs de produits agricoles et alimentaires.



Jacques Chirac « à la pêche aux voix », en Martinique.

En 1977, et au cœur de la Caraïbe, la Martinique fait venir de l'extérieur près de 5 000 tonnes de... poisson ! Il n'existe sur place ni possibilité de stockage, ni centre de conservation, ni chaîne frigorifique, ni circuit interne, ni plan cohérent de développement de la pêche locale. Les « rhums » sont frappés, à l'exception d'un contingentement préfixé, d'une surtaxe semblable à celle qui frappe les alcools étrangers. La loi de finances pour 1977 a aggravé cette taxation de 10 %. Les ventes ont diminué de 5 à 10 % au cours des trois dernières années. Le chômage suit le mouvement.

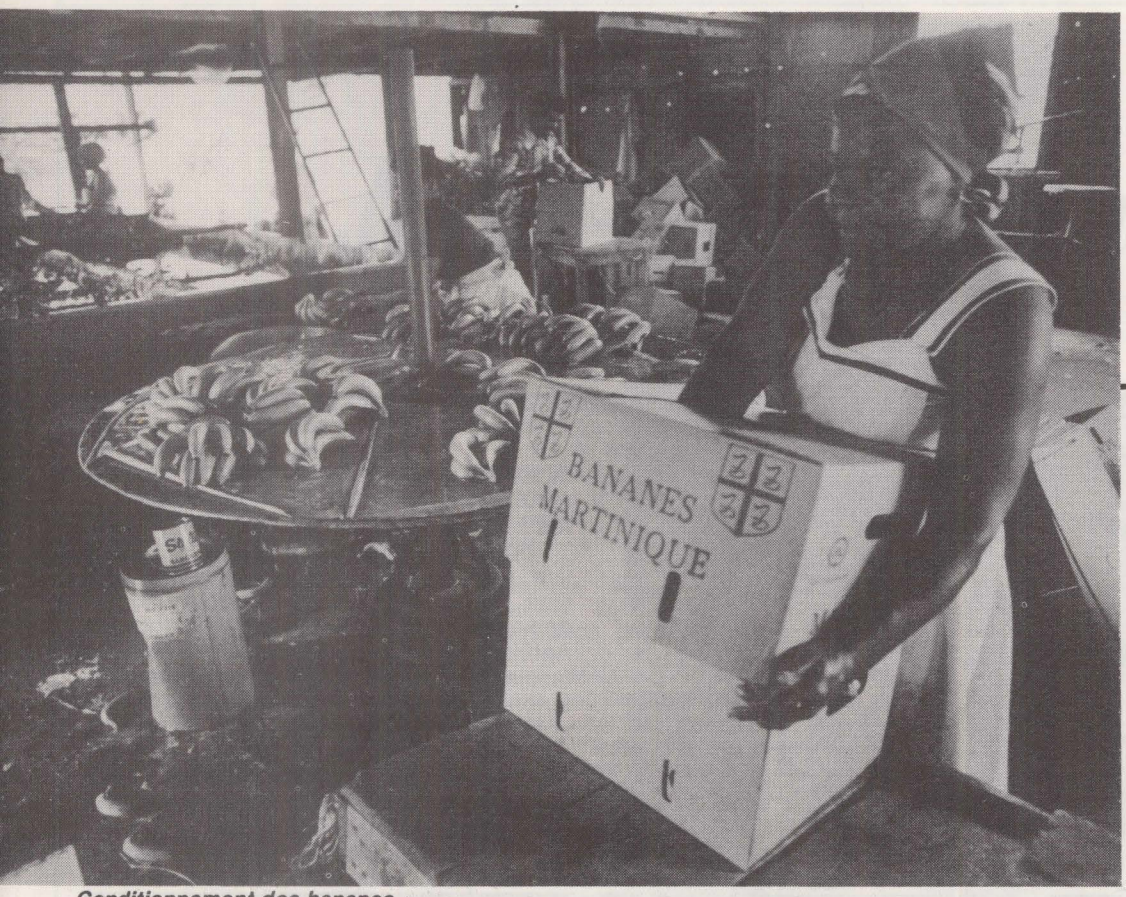
L'ananas frais n'est plus exporté depuis mars 1975 en raison de la concurrence des monopoles métropolitains installés en Afrique, où les bénéfices sont plus juteux ; la conserve est, elle aussi, attaquée « de l'intérieur » par les sociétés françaises installées en Côte-d'Ivoire. L'inoccupation grandit. La banane est insidieusement prise en main depuis environ trois ans par des trusts comme Pomona ou la Compagnie des Bananes (filiale d'United Brands, nouveau nom de la sinistre United Fruit). De nombreuses sociétés métropolitaines, mécanisées, possédant déjà un marché et leurs propres mûrisseries, investissent dans ce domaine et produisent en fonction de leurs besoins, mettant définitivement hors circuit le petit planteur antillais. Qui n'a plus qu'à regarder couler le temps.

Il y avait, voici trente ans, quatorze usines à sucre en Martinique ; il en reste deux ! Il y avait encore, en 1966, 32 000 ha de canne en Guadeloupe ; il n'y en a plus que 28 000.

Les départements d'outre-mer sont des entités sous-développées économiquement, intégrées à un ensemble développé. Les contradictions sont inévitables. On plaque des règlements économiques de pays riches à des contrées notoirement pauvres, non pas facilité, atavisme ou malédiction géographique, mais du fait d'une histoire de type colonial particulièrement brutale, issue du mépris, de la traite et de l'esclavage.

L'application nouvelle des charges sociales, la poussée des salaires ont fortement augmenté les prix de revient. Le sucre antillais s'est trouvé confronté — et le phénomène est aussi vrai pour la banane, l'ananas, le rhum et toutes les productions locales — à la concurrence des pays du tiers monde qui n'ont pas encore accédé au même standard de vie. Il n'était plus concurrentiel. Lorsque, en outre, la production s'est trouvée être excédentaire chez les betteraviers européens, les propriétaires — plutôt que de moderniser l'appareil de production pour demeurer compétitifs — se sont empressés de fermer les usines. Et de louer leurs quotas à ces mêmes betteraviers.

Le travail de la canne fait vivre 16 000 petits planteurs en Guadeloupe, 5 000 à la Martinique. Mais les prix du sucre sont décidés à Bruxelles. Aucun accord ne peut intervenir sur le prix de la tonne de canne avant cette décision. Le paysan est donc contraint — compte tenu de la date de la coupe — de livrer sa production sans savoir combien il sera payé. Le coût de production de la tonne de canne n'est nullement pris en compte par les ministres de la C.e.e., qui représentent avant tout 9 millions de tonnes de sucre de betterave. Si bien qu'un petit planteur, avec une très bonne production de 180 tonnes pour deux hectares et demi, peut se retrouver avec un chiffre d'affaires de



Conditionnement des bananes.

des Antillais vers l'« Amère Patrie » frôle les dix mille personnes par an. Les organisations d'émigrés estiment à 300 000 Antillais et Guyanais le nombre de leurs compatriotes en France métropolitaine.

Les autres émargent au budget d'une fonction publique hypertrophiée ou sont réduits à une quasi-mendicité, aux chétives largesses de l'aide publique, qui crée, petit à petit, une inévitable et détestable mentalité d'assistés, ressentie avec rancœur et frustration par les Antillais qui en sont parfaitement conscients et révoltés.

Dans le même temps, près de 50 000 métropolitains sont établis sous le soleil des « isles ». Recolonisation informelle ?



Raymond Barre à la Réunion



Une rhumerie délabrée.

21 600 F et un bénéfice de... 3 240 F pour l'année. Ruiné, il ne peut ni améliorer ni reconvertir sa plantation. Quant à vivre décemment...

Une logique quasi coloniale

Il va de soi que l'allocation chômage n'existe ni en Martinique ni en Guadeloupe — départements français ! —, où l'on compte 40 % de chômeurs à temps plein ou partiel. Quelques bureaux de l'A.n.p.e. ont été mis en place, dont les prospecteurs-placiers commencent à courir villes et campagnes, sans grande conviction.

Résultat de cette logique quasi coloniale de destruction de l'appareil productif et d'absence d'emplois, l'émigration

Concrètement, oui ! Et qui porte en elle, malgré tous les démentis, les germes sournois de futurs et inévitables problèmes. A caractères raciaux. Les « métros » sont de plus en plus mal tolérés, en raison de leur nombre et du fait de la compétition avec une élite antillaise croissante et désireuse d'assumer ses responsabilités. « Minoritaires, nous ne pourrons bientôt plus rien décider dans ce pays », constate amèrement un militant guadeloupéen. C'est le cas à Saint-François, où, aux élections municipales, les résidents temporaires participent en grand nombre et sont souvent déterminants. Le malheur veut qu'ils sont très souvent réactionnaires ! Revoici les élections.

Tout aura été employé par la droite pour fabriquer une majorité tout à fait artificielle. Jouant sur un véritable chantage au travail, dans une région où il n'y en a pas, on a vu des maires de la majorité faire →

travailler par roulement, trois ou cinq heures par semaine (!), dans les services des écoles et les cantines, les mères célibataires, les mères de familles nombreuses, et oser prétendre ensuite, pour les besoins de la campagne, qu'ils ont créé des emplois et qu'ils vont continuer ! On distribue des montres quartz à sigle lumineux R.p.r... De porte en porte, les facteurs apportent le « dernier mandat » ; car, « lorsque nous serons indépendants, vous ne recevrez plus votre retraite »... Dans les campagnes, on amène les électeurs en autocar jusqu'au bureau de vote et on leur distribue « le bon bulletin pour la France », avec un billet de 50 F à la sortie...

De plus — ô dérision — un fait nouveau apparaît. La politique sociale du Pouvoir (!). A quelques mois du scrutin, des avantages inconnus jusqu'alors (dans les Dom s'entend) sont brusquement octroyés. Allocations aux femmes seules, allocations d'orphelins, prime de rentrée scolaire, augmentation des bourses, etc. Cette manne — qui est un droit et non un cadeau —, arrachée par l'ensemble des travailleurs — qu'un recul de l'opposition mettra en question, sous une forme ou sous une autre, à la première occasion — dans une île où les gens ne travaillent pas, et pour cause, est accueillie avec gratitude et attribuée aux largesses du bon Giscard.

Face à cette offensive tous azimuts, la gauche a marqué le pas, victime des artifices de la droite, mais aussi de ses insuffisances, de ses contradictions et de sa désunion, tant au niveau local que national. Car, si les citoyens locaux n'ont pas accès à la radio et à la télévision — tout au moins ceux de l'opposition —, les querelles parisiennes y furent largement retransmises. Et plutôt deux fois qu'une.

Les tenants de l'autonomie, pressés sur leur droite par la majorité et sur leur gauche par les indépendantistes, se sont trouvés acculés — faute d'un travail en profondeur — à passer plus de temps pour se démarquer des thèses séparatistes qu'à développer un programme dynamique et à expliciter leur idée de l'autonomie dans un cadre français.

Le courant socialiste non autonomiste se bat contre la droite, mais parfois en reprenant ses arguments pour contrer le courant socialiste autonomiste.

Les communistes (autonomistes), en recul depuis la fermeture des usines et le rétrécissement du secteur productif, n'ont pas su travailler les communes où ils possèdent une section importante et n'ont pas réussi à percer dans les campagnes.

Quant aux indépendantistes, minoritaires mais pas inexistants, ils renvoient dos à dos droite, gauche, départementalistes, autonomistes et, à l'exception du G.r.s. (Groupe révolution socialiste), se mobilisent sur le thème de l'abstention, pour éviter sans doute d'avoir à se compter.



Campagne électorale de mars 1978.



Manifestants autonomistes à la Réunion, la semaine dernière.

Au soir du 19 mars, la droite enlève deux circonscriptions sur trois en Martinique, échouant seulement devant le roc Aimé Césaire (Parti progressiste martiniquais), qui anime, dans son fief de Fort-de-France, le Front uni pour l'autonomie.

Des « danseuses » ou un réservoir de voix ?

En Guadeloupe, coup de tonnerre. La droite recueille 57,60 % des suffrages et trois sièges pour le R.p.r., dans un département qui compte une majorité de gauche aux conseils général et régional, et qui a accordé 57 % des suffrages à François Mitterrand lors de la dernière élection présidentielle.

La majorité a réussi le tour de force de transformer le chaos économique et social dont elle est responsable en argument politique. Partant, plus de 40 % des Antillais ne se sont pas déplacés pour voter.

Paradoxalement, et au-delà d'une première analyse, les bénéficiaires de ces résultats sont peut-être... les séparatistes !

Forte de sa victoire, la droite se radicalise, et un début de climat policier se dessine en Martinique. Le député Sablé demande l'« auto-dévermination » pour les Antilles ; et Michel Renard, âme damnée fascisante du R.p.r., réclame que les autonomistes et les indépendantistes soient traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat.

L'intérêt pour les Dom baissant singulièrement après les élections, les passages innombrables d'hommes politiques aux poches débordantes de promesses ont cessé — jusqu'à la venue de Jacques Chirac ces jours derniers. La situation sociale s'aggrave, le chômage empire, l'exode se développe, les tensions s'exaspèrent, des conflits éclatent. La gauche antillaise, sur la défensive, risque d'être débordée par une explosion de violence provoquant immédiatement la répression de l'appareil policier.

Pessimisme ? Exagération ? Peut-être. Mais Giscard d'Estaing déclarait récemment, avec un soupçon d'agacement dans la voix : « Les Antilles sont des danseuses qui nous coûtent cher ! »

Il y a fort à parier que la débordante sollicitude dont les Antillais ont été les bénéficiaires n'avait pas pour unique souci de les conserver dans le giron de la mère patrie, mais surtout de les amener à faire le « bon choix ». Et, dans le cadre d'un combat qui dépassait de beaucoup le contexte local, de barrer à la gauche les rangs de l'Assemblée nationale.

Pour cela, toutes les voix étaient bonnes à prendre. Même celles des « danseuses ».

Peur, où est ta victoire ?

MAURICE LEMOINE

Joan-Pau-bouche-d'oc

TRENTE ans. Cinq disques (1). Une langue de toutes les couleurs : des mots d'oc et d'oil mélangés, de l'argot côtoyant de l'anglais. Une musique de tous les continents : une salade où le hard-rock voisine ici avec une mélodie dylanienne, là avec une valse péruvienne. Joan-Pau Verdier est désormais un chanteur sans frontières, le plus internationaliste de nos « petits Français ». Il en est arrivé là après quelques impasses. Avant de ne ressembler qu'à lui-même, il a collectionné les étiquettes : « nouveau Ferré » quand il s'époumonait dans un cabaret rive gauche de Bordeaux, juste à la veille de 68 ; « nouvelle étoile occitane » quand il animait le Maravedi, cabaret-enclave d'oc au pied du Panthéon, ou quand il croisait le fer avec Marti et les « purs et durs » de Ventadorn ; « nouveau rocker » il y a à peine un an...

La vérité est que Verdier est un bâtard culturel et que les influences qu'il a subies sont multiples ; elles expliquent les tiraillements qui ont suivi. S'il a parlé occitan avec son grand-père jusqu'à huit ans, le « patois » lui a ensuite été présenté comme une tare honteuse par l'école et le reste de la famille. S'il a un moment, aux premiers assauts de l'adolescence, prêté une oreille à Jimi Hendrix et aux Rolling Stones, à Gene Vincent et à Eddie Cochran, s'il est même allé jusqu'à créer un groupe rock, la littérature l'a vite repris pour le remettre dans le droit chemin, sérieux et intellectuel, du bac philo et des chansons de Brassens et Ferré : un élève modèle n'a pas à se laisser contaminer par cette musique-là !

Le Verdier d'aujourd'hui a des racines sur toutes ces terres : sa bâtardise est devenue richesse, cocktail unique. Il nest plus le fils de quelqu'un en particulier. Il est l'enfant d'une pléiade de cultures. Et c'est précisément au moment où il semble avoir trouvé sa voie définitive qu'il parle de — peut-être — quitter le métier ! Il ne s'agit pas d'une coquetterie pour faire parler de soi. Verdier n'a sans doute jamais été aussi bien dans sa peau d'homme. Mais c'est à sa peau de chanteur qu'il a mal ; même s'il la garde encore quelque temps, il ne la juge plus indispensable : « Je n'irai plus fouiner à la foire aux prophètes », s'écrie-t-il dans son dernier texte, « le Fou d'espoir ». Verdier est actuellement sur une scène parisienne : au Palais des Arts, jusqu'au 18 novembre. Après quoi, il repartira pour le village de Bourgogne où il s'est installé : pour toujours ou pour quelque temps seulement ?

— J'ai le sentiment que, dans ton métier, tu procèdes par ruptures successives...

— Plutôt par rectifications. Si l'on réécoute mes premiers disques, on peut entendre que j'étais un chanteur tout à fait traditionnel, c'est-à-dire très littéraire et limité dans l'expression musicale. Ma première rectification a consisté en une récupération de la greffe occitane. La seconde en un apprentissage musical au contact direct des musiciens puis du groupe avec lequel j'ai successivement travaillé. Mais ces deux désaliénations ont entraîné deux intoxications : une intoxication occitane qui a duré près de trois ans, puis une percée dans des domaines musicaux où je ne suis peut-être pas très à l'aise. Trop, c'était trop.

C'est l'intoxication musicale qui me semble avoir été la plus dangereuse. Ne plus avoir honte d'aimer le rock et le son anglo-saxon est une chose, une bonne chose. Laisser cette musique gangrener la chanson en est une autre : là est le danger, quand la musique bouffe le texte sous prétexte de « balancer » dur, de faire danser. C'est le complexe du moment : si les gens ne dansent pas, c'est parce que c'est mauvais ! Je réponds : erreur, Bob Dylan n'a jamais fait danser personne !

J'en parle d'autant plus volontiers que je suis tombé dans ce piège, en 1977, lors de mon passage au Théâtre de la Ville et à la fête de « l'Humanité », la même année. J'ai vu les gens se lever, taper dans leurs mains, danser. J'ai vu le pouvoir que j'avais alors sur eux. J'allais devenir un sex symbol, un macho de la scène, un Mick Jaegger, une pop-star ! Mais je me suis aussi aperçu que j'étais complètement à côté de mes pompes, que je ne savais plus où j'allais... Ou plutôt si, l'abîme se dessinait : j'allais glisser vers la démagogie, vers les textes bidons et les mots qui swinguent, qui ne sont plus que des alibis. Mais alors, s'il s'agit de swinguer, il n'y a plus besoin de chanteurs ; il y a de très bons groupes pour ça ! Si on chante, ce serait plutôt parce qu'on a quelque chose à véhiculer, à dire clairement... Si je chante, c'est pour qu'on entende mes mots.

— Et, cette fois encore, il t'a fallu rectifier le tir...

— Oui, mais je t'assure que déjà le réveil a été difficile. Quand j'ai réalisé, j'ai failli tout arrêter. Ça m'a ouvert les yeux sur mon métier... Parce que, pour être franc, je crois qu'il n'y a pas très longtemps que j'y vois clair.

J'ai longtemps été le paradoxe incarné : très anar, très militant d'un côté, mais tout à fait possédé par l'imagerie du show-biz de l'autre. Je rêvais de devenir Léo Ferré, tout simplement. Je voulais être tout à la fois star et don Quichotte, rien de moins.



Cette mythologie m'a fait marcher jusqu'à l'année dernière : je croyais vraiment que mon bonheur, mon accomplissement personnel ne passeraient jamais que par la chanson. Aujourd'hui, j'ai désacralisé la mission que je m'étais confiée à moi-même. Je sais très bien que je peux exister sans ce métier. Je prends encore mon pied sur la scène, mais je le prends tout autant en me promenant dans les bois. Je suis aujourd'hui un type qui vit sans certitude simpliste. Je suis un mec qui doute...

— De tout ? Même de l'utilité de la chanson ?

— Dans ma tête, j'ai déjà répondu : ciao ! Dans la réalité, c'est un peu plus compliqué. Mon passage à Paris en ce moment prend des allures de bilan : ou je vais y prendre un nouvel élan, ou je vais m'arrêter.

J'ai longtemps cru au rôle social de la chanson. Chimère ! Illusion que cette prétention collective ! Une chanson est acte individuel que chacun reçoit individuellement. Et chacun reçoit ce qu'il veut, entend ce que bon lui semble et qui est souvent à cent lieues de ce que je voulais exprimer au départ. La chanson, c'est un rapport d'individu à individu, pas un sacerdoce ! Alors, un chanteur de plus ou de moins, qu'est-ce que ça peut foutre ?

Si je reste encore un peu en piste malgré mon scepticisme, c'est pour plusieurs raisons. D'abord, je ne suis pas tout à fait à sec, j'ai encore quelques trucs à dire. Ensuite, je prends toujours du plaisir à être sur une scène. Enfin, il y a l'engrenage social... Mais je ne pense pas « durer ». Car, plus on doute, moins on a à dire. Et un chanteur qui doute de l'utilité de son job devient inutile pour le public. Soyons lucides : mon public, c'est mes enfants ! Je veux dire : le public ne vient pas au spectacle pour être dérouté ; il y vient pour s'identifier, pour chercher un papa !

— Mais il y a peut-être aussi des gens qui ont besoin qu'on les aide à douter...

— Tu crois ? Moi j'ai l'impression qu'ils n'ont pas besoin d'un chanteur pour ça. Les événements, les claques politiques qu'ils prennent, que nous prenons depuis des décennies doivent largement suffire à en ébranler beaucoup.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) « L'Exil » (Phonogram 632 5079). « Faits divers » (Phonogram 910 1008). « Vivre » (Phonogram 910 1058). « Tabou le chat » (Phonogram 910 1129). « Le Nuage dans la tête » (Phonogram 910 1173). A signaler également un livre : « Joan-Pau Verdier », par Louis-Jean Calvet (Seghers).



Maison individuelle : un rêve français qui coûte cher

Sa maison, il en a d'abord rêvé. Elle avait le goût d'une maison de famille, enracinée dans son terroir. Dans ses caves et son grenier, un enfant pourrait se cacher. Dans son jardin, il aurait des roses et des arbres fruitiers... C'est le temps des catalogues, des châteaux en Espagne.

Et puis, on ne rêve plus, on compte. Une maison, ça se calcule. Non plus en fonction de ses désirs, mais de son budget. C'est le temps des espoirs déçus, dure épreuve vite surmontée, avec le plaisir de s'installer. Ensuite, vient le temps des déconvenues...

Tous les acheteurs de maison individuelle ne subissent pas ce destin. Mais tous doivent réduire leurs exigences. « Face à la réalité du rêve, la réponse au besoin s'opère en fonction d'impératifs financiers ; c'est le rêve qui en sort raccourci », résume Alain Prigent, permanent de la C.n.l. (Confédération nationale du logement).

Il dit encore : « L'accession à la propriété est un rêve qui coûte très très cher. » Il y a d'abord le prix de la maison, 200 000 F au plus bas mot, variable en fonction de sa surface et de celle du jardin, mais aussi selon l'éloignement du centre, selon les techniques de construction, les prestations fournies, les équipements et les espaces verts.

Viennent ensuite les surprises. Le prix « ferme et définitif » du départ va subir plusieurs réévaluations, calculées selon des mécanismes complexes difficiles à contrôler pour le non-spécialiste. L'honnêteté des promoteurs n'est pas toujours à toute épreuve : certains prévoient pour leurs futurs clients des plans de financement très optimistes.

L'heureux acquéreur d'une maison individuelle va s'apercevoir que de nombreuses charges imprévues pèsent sur lui :

Un mode de vie et un enjeu politique

charges de copropriété — rarement inférieures à 100 F par mois — qui s'alourdissent d'autant plus que le constructeur, pour offrir un logement bon marché, aura rogné sur les équipements, routes, garages, éclairage... Il faut aussi compter avec les notes de chauffage, variables suivant la qualité de l'isolation. L'éloignement des villes crée des coûts de transport prohibitifs, parfois l'obligation d'acheter une deuxième voiture. La femme a souvent des difficultés à trouver du travail : les emprunts sont durs à rembourser. Il faudrait aussi acheter des meubles : pendant de longs mois le pavillon restera vide, ou presque.

Autre série de surprises : la découverte des défauts et, parfois, des malfaçons : murs éponges, moisissures qui décollent le papier peint et emplissent le pavillon d'une odeur lourde d'humidité. Le chauffage marche mal, fait du bruit ; les murs craquellent, l'eau s'infiltre, les huisseries laissent à désirer, l'installation du gaz fuit... Cette liste n'est pas exhaustive. La C.n.l. a établi une statistique sur les « chalandonnettes », à partir d'un échantillon de 22 000 logements sur les 65 000 construits : 15 % des pavillons ont des malfaçons, 18 % des avaries de chauffage et d'isolation, 35 % des défauts de voirie, d'égouts, d'écoulement des eaux, etc.

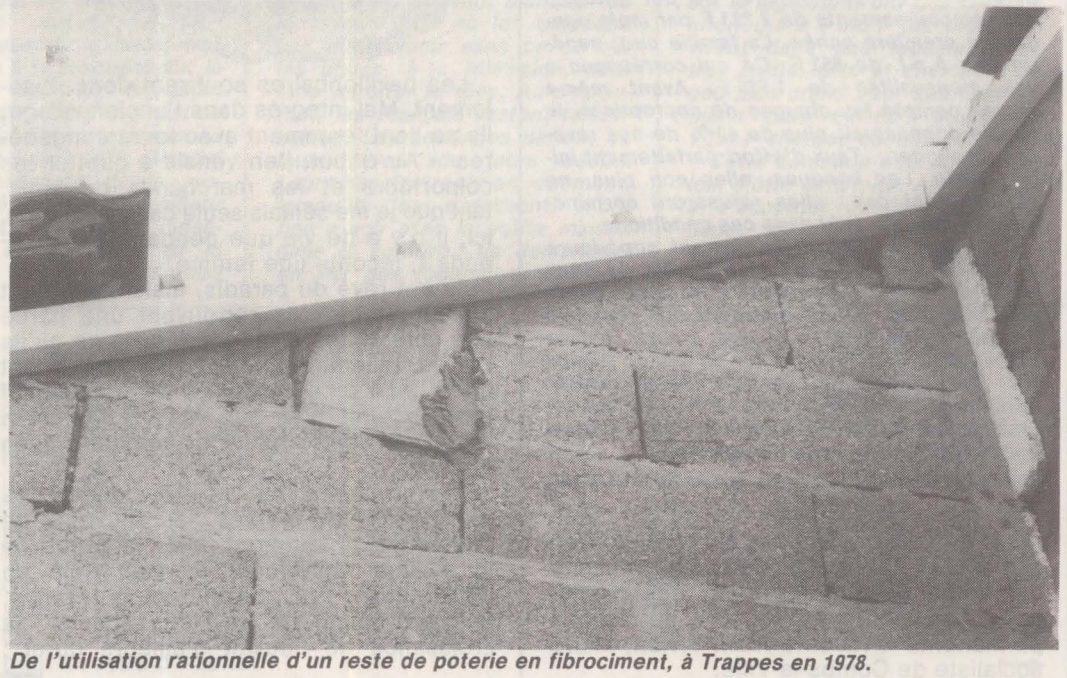
Plutôt heureux quand même

Gérard Cochet habite depuis trois ans, à 60 km de Paris, un pavillon de six pièces construit par le G.m.f. (Groupe maisons familiales). Il y est plutôt heureux : « J'ai plus d'espace, plus de possibilités de vie collective et familiale. Et aussi plus de liberté ; enfin, c'est un bien grand mot, mais j'ai le loisir de jardiner, de bricoler, de participer à la vie associative. Je travaille à Paris, mais, quand j'arrive chez moi, j'ai l'impression d'être autre part. » En remboursements et en charges de chauffage, il consacre 1 300 F par mois à se loger. « C'est quand même cher, parce que la qualité n'est pas bonne ; ça vaut ce que ça vaut... C'est du béton. Et les finitions sont vraiment mauvaises. »

Autre « chalandonnien », Jean Flattot vit dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Dans la résidence, les pavillons souffrent d'infiltrations d'eau diverses, de moisissures sur les plafonds, de chauffage insuffisant. Mais lui aussi se trouve bien là. Il est heureux de pouvoir cultiver des roses dans son jardin de 100 mètres carrés, d'aller chercher des champignons dans la forêt proche, de se donner l'illusion de vivre à la campagne. Sa maison est petite, mais « les pièces sont bien disposées ». Sa femme, au début, a souffert de l'isolement, mais il a tenu bon et fini par la convaincre. Il regrette simplement →



Confection ultra-rapide d'une toiture.



De l'utilisation rationnelle d'un reste de poterie en fibrociment, à Trappes en 1978.

Jean-Jaurès

de ne pas avoir de place pour un potager et constate, philosophe : « Evidemment, ce n'est pas parfait. »

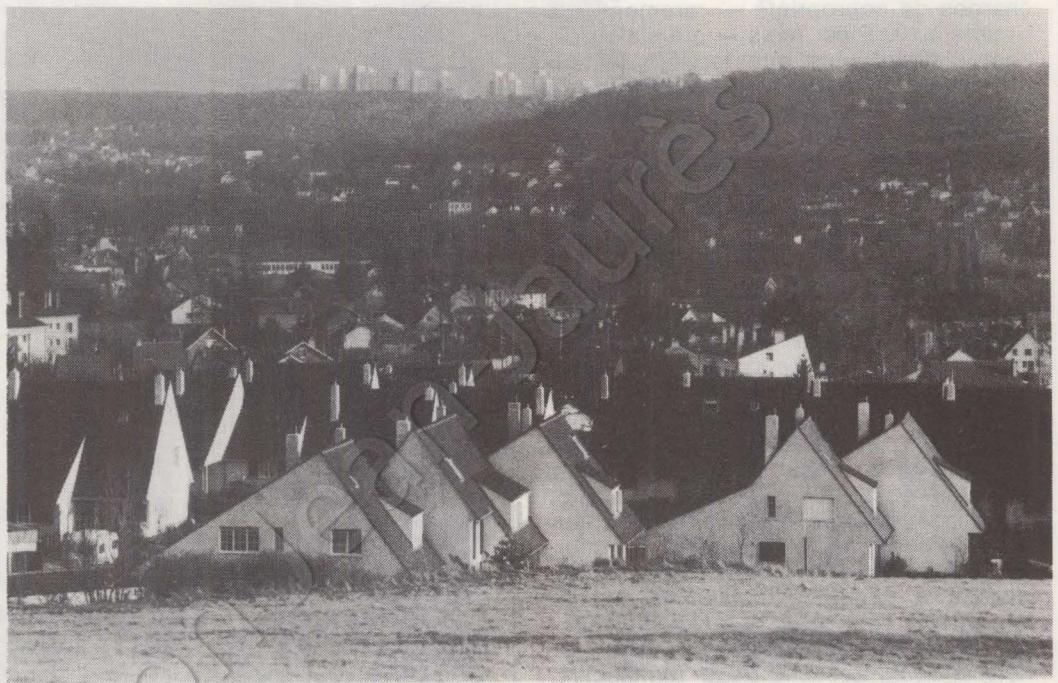
En choisissant la maison individuelle, le nouveau propriétaire cherche d'abord de l'espace, de la verdure, de nouveaux rapports de voisinage. Souvent, il est déçu. L'espace se réduit avec les contraintes de coût ; les maisons sont parfois peu isolées les unes des autres : 25 % de la construction individuelle se fait sous la forme de « villages » — 50 % en région parisienne — créés de toutes pièces dans le prolongement d'une ville. Et la campagne tant recherchée n'est plus qu'un ersatz. Les Anglais, comme les Hollandais, apprécient ces maisons accolées. Mais ils ont une aptitude au voisinage fort différente. Les Français s'obstinent à adorer les clôtures, à fermer leur porte à clef. Dans les maisons qui se touchent, ils ont rarement l'impression d'être « chez eux ».

Il paraît qu'avec des salaires de 4 000 F par mois tout un chacun peut devenir propriétaire. Et pourtant, si les candidats à la maison individuelle confrontent sérieusement les chiffres, il leur faut déchanter. La fameuse A.p.l. (aide personnalisée au logement) ne suffit pas à boucher les trous.

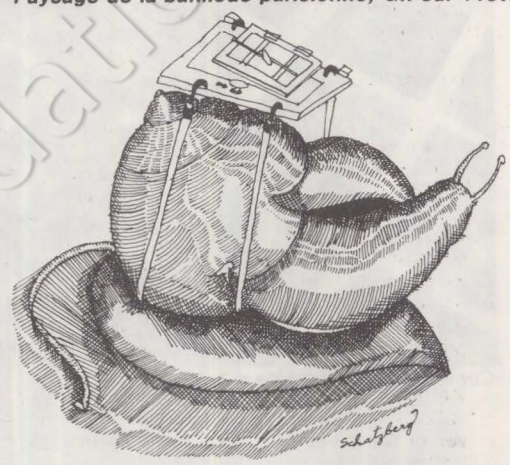
Prenons pour exemple un cas réel : un couple avec trois enfants se renseigne en septembre 1978 auprès de l'Association nationale pour l'information sur le logement. Avec 3 700 F de revenus nets, il souhaite acheter une maison de cinq pièces dans la ville nouvelle de Melun-Sénart. Coût : 330 000 F ferme, mais révisable. Apport personnel : 30 000 F. Il ne lui reste à trouver « que » 300 000 F. Sans tenir compte des frais de notaire... Il peut obtenir un prêt aidé de 80 % du prix du logement — proportion exceptionnelle — à 8,10 %. Et un prêt complémentaire. Ce qui entraîne des remboursements de 2 233 F par mois pendant la première année. La famille peut espérer une A.p.l. de 653 F. Ce qui correspond à des mensualités de 1 580 F. Avant même d'avoir compté les charges de copropriété, le couple dépenserait plus de 40 % de ses revenus à se loger... Taux d'effort parfaitement inimaginable. Les banques, elles non plus, ne l'imagineront pas : elles refuseront certainement le moindre prêt dans ces conditions.

Dans une catégorie légèrement supérieure — 5 200 F par mois pour une famille de deux enfants —, les perspectives ne sont guère plus brillantes. Il faut atteindre des tranches de salaires de 6 000 F et plus. L'A.p.l. baisse alors considérablement, sauf en cas de famille très nombreuse. Mais les taux d'effort avoisinent les 30 % ou, mieux, les 25 %... Ce qui est encore très lourd, compte tenu des charges qui pèsent sur les budgets familiaux.

Ils découvrent également qu'un voisin reste un voisin, qu'il devient rarement un ami. « Il a fallu que je réglemente l'usage de la tondeuse à gazon et des plantations ; c'étaient des sources de conflits permanents », raconte Alain Vivien, maire socialiste de Combs-la-Ville.



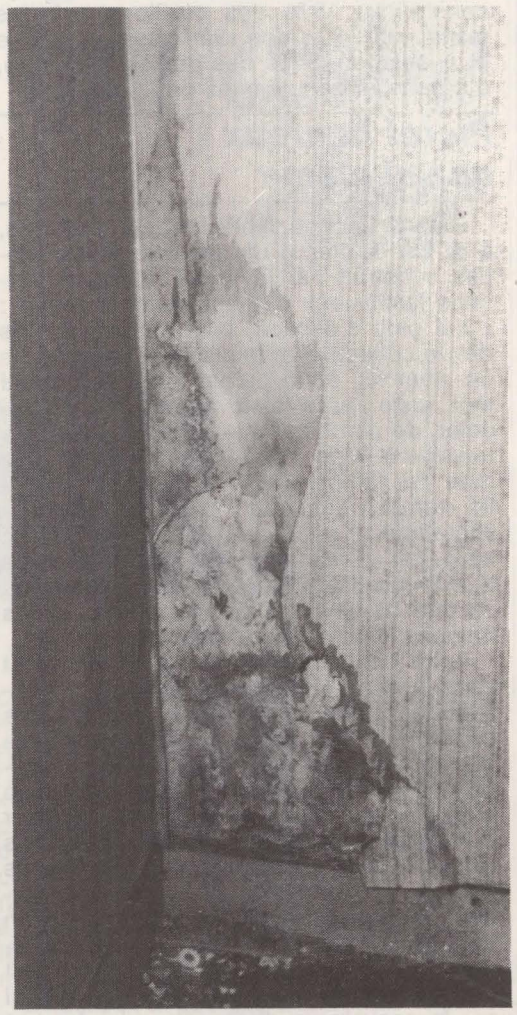
Paysage de la banlieue parisienne, Gif-sur-Yvette.



Les pavillonnaires souffrent donc d'isolement. Mal intégrés dans l'ancien village, ils se lient lentement avec leurs congénères. « Au début, j'en venais à guetter les colporteurs et les marchands de tapis, tant que je me sentais seule dans la journée. Ici, il n'y a de vie que pendant les week-ends », raconte une femme.

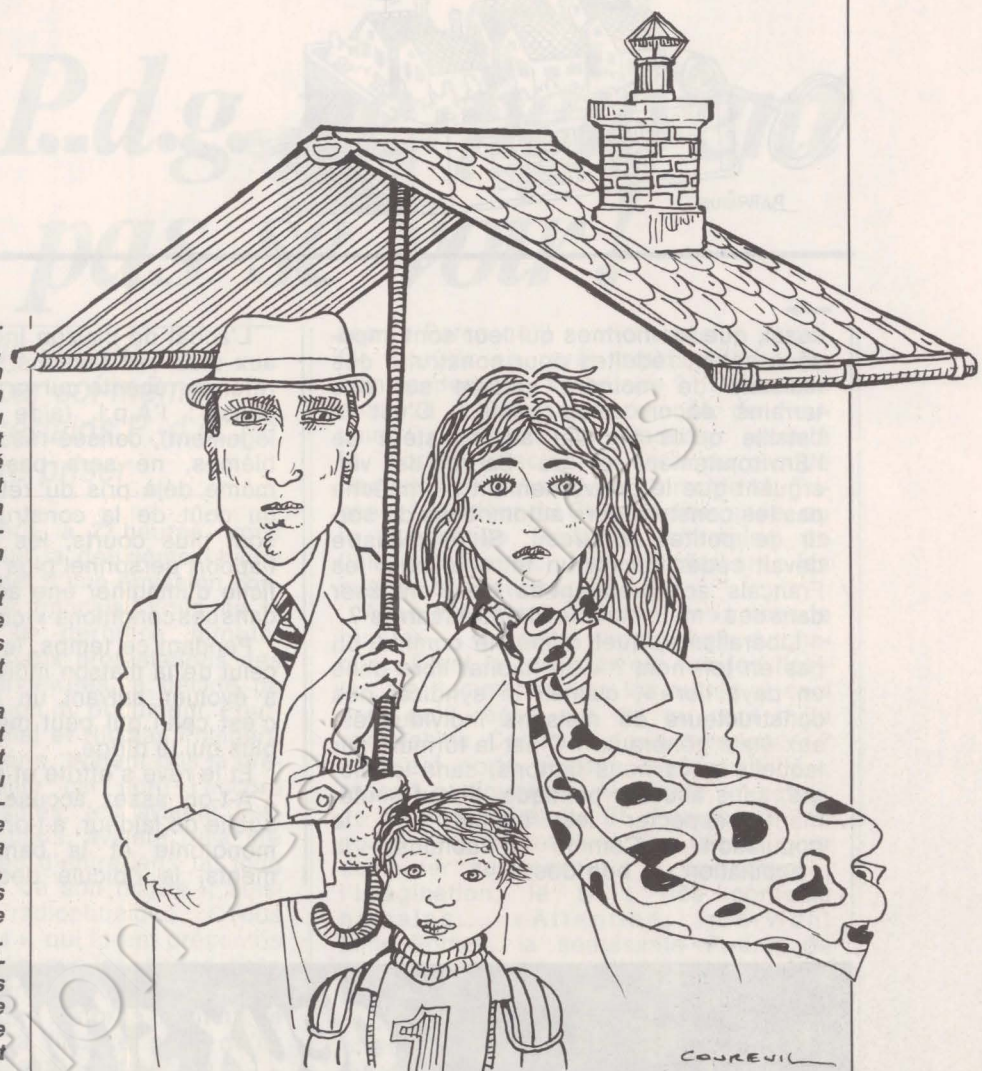
Ils ont rêvé du paradis, mais s'adaptent au purgatoire : ils retrouvent une partie des contraintes anciennes, mais ce qu'ils ont est tellement mieux que ce qu'ils ont quitté... Le pli est pris. « C'est du collectif pavillonnaire, bien sûr. Mais il faut bien vivre en communauté », constate Jean Flattot.

Les pavillonnaires ont été, pendant les deux dernières années, les sauveurs de l'industrie du bâtiment. Mais la vogue de la maison individuelle connaît déjà un léger déclin. Presque partout en France, la construction de pavillons stagne. Sa croissance ne pouvait d'ailleurs durer :



Humidité et papier peint décollé dans une maison récente.

Un mode de vie et un enjeu politique



Tous les sondages le disent : les Français ne jurent que par la maison individuelle, du moins 60 à 65 % d'entre eux. Le rêve est tenace, dû, dit-on, au ras-le-bol général provoqué par l'habitat collectif de mauvaise qualité construit depuis l'après-guerre. Pourtant, immédiatement après la Libération, des enquêtes avaient déjà révélé le goût immodéré des Français pour le pavillon !

Car, au même titre que la baguette de pain et le béret, le pavillon fait partie intégrante du modèle culturel national... Il n'est pas seulement le symbole de « l'aspiration-à-un-mode-de-vie-petit-bourgeois. » Une sociologue, Nicole Haumont, a analysé cette « idéologie » (« les Pavillonnaires » et « l'Habitat pavillonnaire », édités par le Centre de recherche d'urbanisme), c'est-à-dire « la conception qu'a l'habitant du pavillon, de la famille, de l'individualisme, de la morale, etc. ».

Le pavillon est, en effet, chargé de valeurs : morale du travail et de l'effort, valorisation de la famille, économie et, surtout, liberté. Même si cette liberté est surtout la possibilité de ne fréquenter personne. Que le pavillon soit ainsi porteur d'éthique explique en partie sa position comme norme et modèle national.

Le désir de maison individuelle, plus prosaïquement, c'est le désir d'un chez-soi. Par opposition à l'appartement, la maison individuelle apporte d'abord la tranquillité, le « non-bruit ». Elle permet aussi, par l'intermédiaire de ses divers seuils — le portail, le jardin, le pas de la porte, l'entrée, l'intérieur, l'étage, le jardin plus intime derrière la maison —, un meilleur contrôle de la sociabilité, des glissements progressifs entre le public et le privé. Elle est enfin vécue comme refuge : le jardin pourrait nourrir la famille, la dispersion de l'habitat offre plus de chances d'échapper à la pollution.

Le pavillon renvoie à un mode de vie « qui n'est pas permis à tout le monde ». Et il a un modèle idéal, la vieille maison familiale.

Quant à la propriété, elle représente rarement une fin en soi, elle est conçue comme un moyen de s'approprier l'espace. Bien que la notion « avoir un bien au soleil » ne soit pas totalement absente. On parle de « la sécurité des vieux jours ». Nicole Haumont constate d'ailleurs que « la demande pour la propriété augmente au fur et à mesure qu'on descend dans l'échelle sociale ». Les cadres supérieurs préfèrent conserver une grande liberté de mouvement, alors que les classes exploitées craignent la mobilité et la précarité.

Porteuse de tant de valeurs, la maison individuelle ne pouvait que passionner les publicistes et les politiques : jouant sur du velours, les messages publicitaires sont clairs comme de l'eau de roche ; d'un côté, ils évoquent la fibre « rêve » : la « belle vie », « votre demeure ». De l'autre, ils donnent dans le « sérieux », le « traditionnel », le « sans risque ». Avec parfois des envolées lyriques : « des maisons conçues pour durer longtemps comme autrefois » ; « la troisième grande décision de votre ménage, c'est important »...

Depuis un siècle, le logement est enjeu politique. A la fin du XIXe, on se lançait dans le logement social pour faire des générations d'ouvriers « honnêtes et propres ». Aujourd'hui, le dessein giscardien est plus vaste : il s'agit tout simplement d'une croisade contre l'idéologie collectiviste. Le président de la République écrivait dans « Démocratie française » : « On a laissé construire des ensembles d'inspiration collectiviste, monotones et démesurés, qui ont sécrété la violence et la solitude. Il faut aujourd'hui réserver la préférence à l'accession à la propriété sur la location, au logement individuel sur l'immeuble collectif. » Est-ce clair ? Dans un discours prononcé à Orléans en juillet 1977, Giscard donne sa définition de la propriété : « Elle permet un meilleur enracinement... Elle réduit l'insécurité, qui est la plaie et la source des traumatismes des sociétés industrielles. Elle accroît le sens de la responsabilité et de l'initiative. Enfin, elle permet à tous les Français, même modestes, de participer à l'enrichissement général du pays... Dans une société moderne comme la nôtre, la propriété privée doit devenir populaire. »

Mais, manque de chance, la propriété populaire n'est pas pour demain (voir encadré). Nos gouvernants ne peuvent manquer de le savoir. Cela ne les empêche pas d'intervenir sans cesse sur les ondes, à la télévision, pour faire miroiter le rêve. Au demeurant, les Français restent raisonnables. Les sondages parlent de leurs rêves, de leurs désirs. Leurs besoins réels en logement, lorsqu'ils les expriment, n'ont rien à voir avec la petite maison dans la verdure : ils demandent en fait des logements en location, pas chers et bien placés, près de leur travail.

Par exemple, dans le Centre d'information sur l'habitat de Paris, les visiteurs sont à 56 % à la recherche d'une location : 82 % des demandes portent sur un logement collectif, à Paris ou en banlieue proche (77 %). Représentatifs du secteur social, 51 % des ménages qui viennent dans les bureaux de l'A.n.i.l. (Association nationale pour l'information sur le logement) ont des revenus inférieurs à 5 000 F par mois : ils vivent dans des logements de très petite taille et cherchent un peu plus grand pour des loyers à peine plus élevés : moins de 1 100 F charges comprises.

Cette demande est, en France, loin d'être satisfaite. Alors, quitte à s'expatrier en lointaine banlieue, pourquoi pas la maison ? Ensuite, le rêve sournoisement éveillé et entretenu fait le reste...

elle était beaucoup trop rapide. Responsable de ce coup d'arrêt : la crise qui touche directement les plus bas revenus ; pour eux, les crédits sont, en deux ans, devenus prohibitifs. Dans le même temps, les coûts de construction prenaient leur envol, les hausses les plus fortes se remarquant sur les bas de gamme. Il n'existe aucun indicateur sérieux qui permette de mesurer l'évolution du foncier. Pourtant, les constructeurs et les notaires constatent des hausses moyennes de 15 à 20 % par an. Dans certains cantons, la flambée des prix est à peine croyable : + 244 % entre 1972 et 1977 dans la région de Dreux, dont 58 % la dernière année...

« Nous ne pouvons plus supporter la hausse de la charge foncière », constate le Groupe maisons familiales. Une hausse que rien, ou presque, ne peut ralentir, puisqu'elle s'opère malgré l'éloignement croissant des lotissements, la réduction des surfaces et les économies réalisées sur les équipements et les services. Ce qui explique une moindre attirance pour ce type d'habitat.

Les constructeurs s'inquiètent un peu. Ils accusent surtout le manque de terrain disponible : « Il suffirait de doubler le nombre de terrains offerts sur le marché », préconisait l'un d'eux lors des états généraux de la maison individuelle, à la mi-octobre. Un consensus s'y est dessiné contre les P.o.s. (plans d'occupation des sols), accusés d'encourager les propriétaires à garder leurs terrains dans l'espoir de voir monter les prix.

Les constructeurs voudraient bien, →



aussi, que les normes qui leur sont imposées soient réduites pour construire des maisons de moindre surface sur des terrains encore plus petits... C'est la bataille qu'ils mènent au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, arguant que le gouvernement n'empêche pas les constructeurs automobiles de sortir de petites voitures... Si le ministre devait céder devant un tel chantage, les Français accepteraient-ils de s'entasser dans des « maisons » de 50 mètres carrés ?

Libéralisme, quel crime ne commet-on pas en ton nom ? « Un habitat libre dans un pays libre », clamait le syndicat des constructeurs de maisons individuelles, aux états généraux. « C'est la formule sur laquelle nous nous battons, sans idéologie, sans allusion politique. Il faut seulement respecter les besoins de la population. » Comme d'habitude, la « population » a bon dos.

L'achat de maison individuelle échappe aux plus bas revenus. Ce n'est guère la réforme récente qui va y changer quelque chose : l'A.p.l. (aide personnalisée au logement), censée résoudre tous les problèmes, ne sera pas indexée ; elle a même déjà pris du retard sur la hausse du coût de la construction... Les prêts sont plus courts, les taux plus élevés, l'apport personnel plus lourd... « Il est difficile d'imaginer une accession populaire dans ces conditions », conclut Alain Prigent.

Pendant ce temps, le marché foncier et celui de la maison individuelle continuent à évoluer suivant un précepte simple : c'est celui qui peut mettre cent sous de plus qui le dirige...

Et le rêve s'effrite et s'enlaidit.

A-t-on assez accusé la maison individuelle de laideur, a-t-on assez vilipendé la monotonie et la banalité des lotissements, le ridicule des pastiches et du faux « traditionnel » ? Non, sans doute, puisque cette vaste entreprise de médiocrité persiste. Sous la responsabilité des constructeurs, des administrations, des architectes et des acheteurs. Médiocrité qui trouve même des exégètes, au nom de la nouvelle mode « small is beautiful ».

« Que les Saint-Just de l'urbanisme et les novateurs du XXIe siècle sachent mieux distancier leurs rêves et regarder les petits hommes que nous sommes, avec leurs petits désirs, leurs petits bonheurs et ces petits immeubles, ces petites maisons que leurs enfants dessinent » : ainsi Christian Julienne, directeur général du C.n.r.c. (Centre national d'études et de recherche sur l'économie de la construction) dessine-t-il une « nouvelle » politique « douce » de l'urbanisme.

Parmi ces principes « nouveaux », il en est pourtant marqués au coin du bon sens : admettre les diversités culturelles,

deux styles de vie.

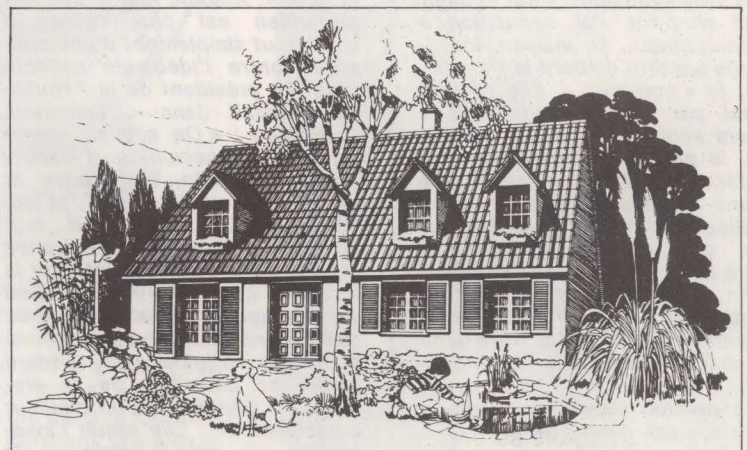
Devenez propriétaire avec toutes les garanties techniques et financières d'un groupe qui a déjà réalisé 65.000 maisons en Europe.


Modèle Alezan type V et VI

* Prix moyen régional Alezan type V. 210 000 F ferme et définitif terrain compris, valeur livraison actuelle.

DANS UNE RÉSIDENCE-VILLAGE

Une formule privilégiée : avec un 1er versement minime, maximum de financements aidés par l'État. Une garantie chômage et un contrat d'un an à l'essai dans votre maison. Le prix couvre tout : terrain, construction, finitions et toutes formalités.


Modèle ESPACE Type V

Modèle ESPACE Type V avec lucarnes : 178 100 F, prix régional, ferme et révisable, au 1/10/78, terrain non compris.

DANS UNE MAISON SEMI SUR LE TERRAIN DE VOTRE CHOIX

Une gamme originale de maisons en maçonnerie traditionnelle. Nous contrôlons chaque étape de la construction, confiée à des entreprises de votre région. Tout cela pour des prix vraiment compétitifs et sans surprise.

GROUPE MAISON FAMILIALE
GMF

21, rue de la Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 265.68.64

Je désire recevoir sans engagement et gratuitement

☐ **votre brochure «Résidence Village GMF»** ☐ **votre brochure «Maisons SEMI»**

Nom_____

Adresse_____

_____ Tél._____

S/RVII46

U 10/78

les traditions régionales ; retrouver les chemins et les rues sinueuses, accepter que l'homme ait besoin d'un territoire, de repères et de sécurisation ; rechercher l'intimité du logement... Mais pourquoi donc enfermer tout cela dans un « petit » carcan, si ce n'est, encore une fois, pour adapter les besoins et les désirs aux sinistres réalités économiques : que les petits revenus se contentent donc de petits espaces. Et continuent à rêver de châteaux. Le rêve ne coûte rien, puisqu'il ne vient à l'idée d'aucun individu raisonnable de revendiquer son rêve.

En attendant, la maison individuelle coûte cher à la collectivité. Par la pression qu'elle exerce sur le foncier, en particulier dans les zones rurales : 51 % des maisons individuelles sont construites dans des communes de moins de 2 000 habitants. Par les problèmes de gestion insolubles qu'elle pose à ces petites communes lorsque les lotissements y sont imposés aux élus.

Un exemple : Combs-la-Ville

Faut-il pour autant crier haro sur le baudet, préconiser encore un urbanisme de tours ? Beaucoup de Français fuient Mégalopolis, ils y vivent mal, malades et malheureux. L'idée d'une troisième voie fait son chemin. Alain Vivien, à Combs-la-Ville, expérimente une nouvelle démarche : « construire à partir de ce qui va réunir les gens plutôt que les isoler ». En l'occurrence, un vaste espace vert et des petits équipements de quartier, autour desquels va s'organiser en maillage un quartier neuf. « L'espace collectif sera le lieu obligé pour aller d'un quartier à l'autre ; autour de lui se créera, j'espère, un tissu de relations sociales. On ne fait pas une ville avec des quartiers superposés en patchwork. » Ici, au cœur de la ville, la maison individuelle a sa place. Pour créer des rues, en compagnie d'immeubles.

Le crime est de construire n'importe où, simplement parce qu'un terrain est libre. Les cités d'autrefois se sont toutes construites là où elles étaient nécessaires, là où elles remplissaient une fonction. Les maisons s'adaptaient aux sites, parce qu'elles s'adaptaient aux fonctions. L'architecture se pliait aux besoins et aux possibilités techniques. Aujourd'hui, nous construisons des « images » : la maison aux volets verts, les petits carreaux à l'ancienne aux fenêtres, le toit à la Mansard apporté d'une seule pièce par une grue. Dans notre souci de décor, notre grotesque ne nous atteint plus. Nous pastichons pour paraître. Les catalogues, la publicité nous vendent des symboles et non plus des maisons. Comment s'étonner d'y avoir tant de mal à vivre ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Les P.-d.g. ne peuvent pas se voir !

On n'est jamais si bien desservi que par soi-même. Formule que certains P.-d.g. ne semblent guère priser

LE 15 novembre, à 22 heures, vous deviez voir sur la deuxième chaîne le premier volet d'une émission consacrée au patronat français. Vous ne la verrez pas. A la dernière minute, Antenne 2, cédant aux protestations des personnalités interviewées, a décidé de surseoir à la diffusion du document. Pourtant, Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, auteurs de cette série, avaient pris la précaution de recueillir par écrit l'accord desdites personnalités, les avaient invitées à des projections, avaient déjà tiré de quarante heures d'entretiens un long métrage, « la Voix de son maître », ainsi qu'un reportage radiophonique, « Tous derrière, lui devant », qui furent présentés en salle et diffusés sur les ondes sans provoquer le moindre remous. Quelle mouche a donc piqué les gros bonnets de l'industrie et de la finance pour qu'ils paniquent ainsi devant le petit écran ?

Auraient-ils tenu des propos séditieux ? Se seraient-ils livrés à des galipettes ? Les ruses du montage révéleraient-elles la face cachée de la Lune patronale ? Vous voulez rire ! Ils parlent, ils ne font que parler, dans le superbe isolement de leur salon. Pas le moindre contradicteur en vue. Leur discours glisse, à son aise, de la justification à la glorification. Qu'un scrupule pointe, ils lui tordent le cou, qu'une crainte les effleure, ils l'écrasent de leur majesté ; ils vont jusqu'à inventer d'éventuelles objections pour mieux les balayer d'une chiquenaude. Chacun dans son style, ils présentent à la caméra leur irréprochable conscience.

Mais alors, d'où vient leur inquiétude ? Pourquoi ont-ils sollicité du P.-d.g. d'Antenne 2 les foudres de la censure ? Quels prétextes ont-ils invoqués pour obtenir, si facilement, d'être déprogrammés ? Nous pourrions toujours essayer, vous et moi, on nous tirerait les oreilles. Giscard lui-même se garderait d'interdire la retransmission d'une de ses conférences de presse, si morne soit-elle. Evidemment, il n'est que président de la République et non de la société L'Oréal, comme M. François Dalle, qui, paraît-il, aurait le premier exigé d'être interdit d'antenne. Ayant assisté à une projection privée, il s'est jugé avec une sévérité qui laisserait pantois son pire ennemi.

Encore une fois, on n'en voit pas la raison. Parce qu'il condamne toute velléité de démocratisation de l'entreprise ? Parce qu'il avoue sa fatigue : « Tous les soirs, ma valise contient deux kilos de papiers qu'il faut que je liquide avant 11 h 30, tous les jours, depuis trente ans ! » Parce qu'il soutient que le véritable pouvoir ne revêt jamais l'allure du commandement autoritaire ? Mais ses quatorze collègues, depuis M. de Fouchier, président de Paribas, jusqu'à M. Worms, directeur général du groupe Hachette, en passant par l'aimable M. Trigano, fondateur du Club Méditerranée, ou le dynamique M. Darty, champion de l'électroménager, tous professent les mêmes convictions.

A les entendre — ils se tuent à vous le répéter —, le capital n'a plus voix au chapitre. C'est le manager qui tire les ficelles, un homme comme les autres, à ceci près qu'il règne sur dix ou cent mille semblables. Comment devient-on leader ? « On est porté à cette responsabilité », répond pudiquement M. Brana, directeur de Thomson-Brandt. Et d'énumérer les qualités qu'il convient de réunir pour demeurer au sommet : la compétence, l'imagination, le sens des contacts humains... « Attention, intervient Mme Gomez, la séduisante P.-d.g. de Waterman, les gens prétendent aussi être aimés. C'est idiot, ils ne sont pas là pour ça ; cela amène souvent à une démagogie infernale. » Et l'élégant M. Lebard, magnat des métaux précieux, de conclure mélancoliquement : « L'industrie n'est pas faite pour le bonheur des hommes. »

C'est vrai qu'ils n'ont pas l'air heureux, sauf peut-être le jovial M. Merlin qui s'apprête à céder l'affaire à son fils, avec ce conseil : « Un bon patron, c'est pas lui qui nourrit son personnel ; c'est son personnel qui le nourrit. »

Rien, dans tout cela, d'inattendu ni de scandaleux, rien qui justifie les alarmes de M. L'Oréal. Rien, absolument rien, dans ces trois heures de monologues, qui risque d'étonner le téléspectateur. Pourtant, il doit bien y avoir une explication à la soudaine dérobade du patronat. Les maîtres de l'économie n'ont pas pour habitude de céder à des mouvements d'humeur. En désespoir de cause, nous avons interrogé Mordillat et Philibert, comme qui dirait Bouvard et Pécuchet, réalisateurs-victimes de l'étrange conduite de leurs « sujets ».

« Sans doute, nous ont-ils répondu, ne se sont-ils pas méfié du cinéma et de sa puissance critique. Au lieu de les inviter à un de ces débats dont ils ont une grande expérience, nous leur avons laissé la bride sur le cou, nous abstenant de commentaires, gommant les questions que nous leur avions soumises par écrit. Et nous livrons leurs autoportraits à l'état brut. Certes, nous pensions que le résultat final avait quelque chance de les... déranger, mais nous étions loin d'imaginer une réaction d'une telle ampleur. »

Quel mal mystérieux mine donc le veau d'or ? S'il tient toujours debout, il ne supporte plus de se regarder en face.

GABRIELLE ROLIN



au risque de vous plaire



Beausoleil - Broussard.

spectacles

Où sont-ils ?

PARIS

* ***Jacques Serizier :*** au Point-Virgule (7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 4e) le 19.

* ***Devo :*** au Palace le 19.

* ***Ultravox :*** au Bataclan le 15.

* ***Rod Stewart :*** au Pavillon de Paris le 20.

* ***Chris MacGregor, Brian Isaacs, l'Orchestre Jabula, Toto Bissainthe, la troupe des Quatre Chemins, le groupe de chant de l'African National Congress :*** à la Mutualité le 14, dans le cadre d'une soirée Afrique du Sud anti-apartheid.

* ***Kolinda :*** à l'Olympia, à 18 heures, du 15 au 19 novembre.

* ***Jean-Roger Caussimon :*** au Théâtre de la Ville jusqu'au 18.

* ***Urban Sax :*** à l'Olympia le 25.

* ***Bernard Lubat :*** à la Chapelle des Lombards (62, rue des Lombards, 1er), du 22 novembre au 5 décembre.

* ***Jean-Yves Luley :*** au théâtre Marie-Stuart, jusqu'au 28.

* ***Sugar Blue :*** au Théâtre Campagne Première, du 13 au 28.

* ***Beausoleil Broussard :*** au Palais des Arts, jusqu'au 11.

* ***Anne Sylvestre :*** au chapiteau du cirque Bonjour (rue Pierre-Lescot, aux Halles), jusqu'au 9 décembre.

* ***Joan-Pau Verdier :*** au Palais des Arts jusqu'au 18 novembre (voir notre article page 25).

* ***Jean Sommer :*** à la Cour des Miracles jusqu'au 21.

* ***Maxime Le Forestier :*** à l'Olympia du 14 au 26.

BANLIEUE

* ***Montjoia et Sauveterre :*** à Sartrouville le 19.

* ***Jacques Douai :*** à Malakoff le 28.

* ***Le Workshop de Lyon :*** à Montreuil le 24.

* ***Jean-Claude Monnet :*** à Evry le 10, Bondy le 18 et Gif-sur-Yvette le 16.

* ***Amalia Rodrigues :*** à Yerres le 25.

* ***Kolinda :*** à Argenteuil le 14.

* ***Les Ménestriers :*** à Colombes du 13 au 16, puis le 21 ; à Marly-le-Roi le 29.

* ***Catherine Ribeiro :*** à Villejuif le 15 et Cergy-Pontoise le 17.

* ***Andrée Simons et France Léa :*** à Saint-Cyr-l'Ecole le 18.

* ***Chris MacGregor :*** à Massy le 11.

* ***Djurdjura :*** à Bonneuil-sur-Marne le 18.

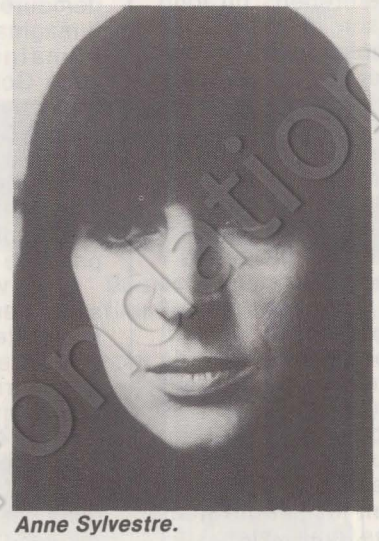
* ***Michel Ypar :*** à Puteaux le 14, Montrouge le 18, Vernou-la-Celle le 19, Maisons-Alfort le 22 et Beynes le 26.

* ***Djamel Allam :*** à Saint-Ouen le 28.

* ***François Béranger :*** à Stains le 18 et Franconville le 19.

* ***Michel Buhler :*** à Orsay le 18 et Gentilly le 24.

* ***Imago :*** à Goussainville le 18 et au Vésinet le 21.



Anne Sylvestre.

PROVINCE

* ***Francine Reeves :*** à Besançon le 16.

* ***Areski et Brigitte Fontaine :*** à Grenoble le 17, Namur le 21, Villeneuve-d'Ascq les 28 et 29.

* ***Claire :*** à Châteauroux le 24 et Quintin le 25.

* ***David et Dominique :*** à Niort le 18.

* ***Le Workshop de Lyon :*** à Bourges le 15.

* ***La Marmitte infernale :*** à Rouen le 16.

* ***Mireille Rivat :*** à Thonon-les-Bains le 18.

* ***Steel Pulse :*** à Châteauvallon le 12 et Lyon le 13.

* ***Jerry Lee Lewis :*** à Lyon le 10.

* ***Camel :*** à Metz le 16, Tours le 18, Lyon le 20, Marseille le 21 et Bordeaux le 22.

* ***Colette Magny :*** à Lyon (aux Ateliers) du 14 au 19.

* ***Edition Spéciale :*** à Louviers le 14, Rive-de-Gier le 17, Calais le 24 et Sotteville le 25.

* ***Little Bob Story :*** à Limoges le 11, Toulon le 15, Salon-de-Provence le 17, Béziers le 18, Pau le 19, Montluçon le 21,

* ***Bernard Haller :*** à Limoges le 17 et Chartres le 18.

* ***Kolinda :*** à Cognac le 10, Angoulême le 11, Toulouse le 23, Tinqueux le 28, Lille le 29 et Douai le 30.

* ***Bernard Lavilliers :*** à Dole le 15, Clermont-Ferrand le 17, Annecy le 18, Grenoble le 19 et Montreuil les 21 et 22.

* ***Jacques Higelin :*** à Charleroi le 11, Avignon le 14, Marseille le 15, Albi le 16, Mérignac le 17, Pau le 18, Agen le 20, Bergerac le 21, Limoges le 22, Poitiers le 23, Orléans le 24, Melun le 25 et Rouen le 28.

* ***Djamel Allam :*** à Chateauroux le 17 et Lyon le 19.

* ***François Béranger :*** au Havre les 15 et 16, à Saint-Leu-d'Esserent le 17.

* ***Angel et Isabel Parra :*** à Bar-le-Duc le 18.

* ***Imago :*** à Notre-Dame-de-Gravenchon le 17 et Tours le 22.

* ***Jacques Serizier :*** à Parthenay le 18 et Grenoble le 24.

* ***Gilles Servat :*** à Creil le 17, Noyon le 18, Montbéliard le 19 et Lorient le 23.

* ***Beausoleil-Broussard :*** à Cholet le 18, Poitiers le 20, Guéret le 28, Limoges le 29 et Châteauroux le 30.

Concerts

PARIS

* ***Théâtre de l'Athénée :*** duo de pianos, Christoph Eschenbach et Justus Frantz, le 13 novembre. Récital Gundula Janowitz, soprano, le 20.

* ***Sorbonne :*** musique japonaise. Œuvres de Kondo les 14 et 15. Œuvres d'Ishii le 16. Œuvres de Takemitsu le 21.

* ***Palais des Congrès :*** Ravel, Berg et Mahler sous la direction de Pierre Boulez le 16.

* ***Théâtre de la Ville :*** Beethoven et Schubert par le Quatuor Vegh, du 21 au 25.

* ***Opéra-comique :*** « le Médecin malgré lui », de Gounod, sous la direction de Sylvain Cambreliny, les 22, 25, 28 et 30. « Werther », de Jules Massenet, le 11. « Mots croisés », de Claude Prey, et « Triptyque », d'Alexandre Goehr, par l'Ensemble Intercontemporain les 16, 17 et 18.

* ***Théâtre d'Orsay :*** les concerts du dimanche matin, à 10 h 45. Brahms et Mozart par Michel Portal le 12. Bach, Haydn et Wagner par le Nouvel Orchestre philharmonique dirigé par Emmanuel Krivine le 19. Beethoven et Brahms par Jean-Claude Pennetier et le Nouveau Trio Pasquier le 26.

à ne pas manquer

Tachan-la-tendresse

Depuis qu'il chante, depuis 1965, Henri Tachan porte dans ses mots et dans son costume de scène le noir de la révolte. « Le lion est lâché », disait de lui Jacques Brel. Et il mord, l'animal ! Il peste contre tous les racismes et tous les chauvinismes. Il a du courage : il s'attaque à la chasse, au dressage des enfants, à la natalité galopante, à la phallocratie, au show-biz et à tous les préjugés.



Les étriqués, les bien-pensants n'ont qu'à se voiler la face devant les coups de gueule de cet adolescent éternel, sincère, rebelle, écorché. Devant ce battant qui ne fait pas de cadeau à la bêtise et à l'hypocrisie de tous les Dupont-la-joie : « Tout un peuple d'ivrognes défoncés au pinard qui dénonce le hasch... » Il est tellement hargneux, Henri, qu'on finirait par oublier qu'il est aussi Tachan-la-tendresse, qu'il revendique le droit de passer mille ans sur l'épaule de sa compagne, qu'il crie que « Toutes les femmes sont belles » (dans son dernier album, disques Adèle AO 39523, distribution Société française du son). On finirait par ne pas s'apercevoir que dans son dernier récital (à l'Olympia jusqu'au 12 novembre) sa plus belle chan-



Kolinda.

* ***Théâtre d'Orsay :*** œuvres de Takemitsu et Fujita le 20, à 18 h 30. Œuvres de Hirote, Denisov et Stravinsky le 20, à 20 h 30.

* ***Opéra :*** récital Christa Ludwig le 17. Récital Frederica von Stade le 27.

* ***Salle Pleyel :*** Martinu et Dvorak par l'Orchestre philharmonique tchèque le 19.

PROVINCE

* ***Lille :*** Birgit Finnila (mezzo soprano) et Rudolf Jansen (piano) à l'Opéra le 10. Charpentier par l'Orchestre de chambre de Wallonie en l'église Saint-Maurice le 11. Schubert et Mendelssohn par le Nouvel Orchestre philharmonique au Palais des Sports le 12. Ravel, Berg et Mahler par l'Orchestre de Paris au Palais des Sports le 19. Messiaen par l'Orchestre philharmonique de Lille au Théâtre Sébastopol le 20. « Le Barbier de Séville », de Rossini, à l'Opéra du 24 au 30. The Stars of faith of black nativity en l'église Saint-Etienne le 28.

* ***Rouen (Théâtre des Arts) :*** « Rigoletto », de Verdi, les 17 et 18.

* ***Strasbourg :*** la « IXe Symphonie », de Beethoven, dirigée par Alain Bombard au Palais des Congrès les 10 et 11. Récital Kiri Te Kanawa (lieder) au théâtre municipal le 15.

son s'appelle justement « la Tendresse ».

J.-P. L.

L'Internationale du café-théâtre

C'est la cinquième édition du Festival international du café-théâtre et du théâtre en marche. A Rennes à l'initiative de la maison de la culture, du 10 au 19 novembre. Vingt-cinq spectacles seront présentés dans une vingtaine de lieux éclatés à travers toute la ville.

Des spectacles français bien sûr, montés par Jean Kergrist, Yves Riou, Martine Lepage, Cécile Ricard, Elena Postore, la Compagnie de la Bergamote, Bertrand Migeat, le Théâtre de la Jacquerie, le Théâtre de la Chimère, etc. Mais aussi des troupes venues de divers pays : Pérou, Italie, pays de Galles, Belgique, Suisse, Japon, Espagne, Angleterre, etc.

Car le café-théâtre, né en France, a maintenant des « aficionados » et des praticiens dans le monde entier. Il existe désormais une véritable « Internationale » du genre.

télévision

(Sous réserve de grèves)

Décidément, il n'y a qu'Antenne 2 qui puisse nous intéresser les vendredis. Celui du **10 novembre** est particulièrement riche pour les fidèles d'Apostrophes et les cinéphiles.

Bernard Pivot invite, à 21 h 30, Vladimir Boukovski (voir « l'Unité » n° 312), Claude Frioux, Jean et Nina Kehayan. L'U.r.s.s. et nous : un enfer, un espoir, une illusion ou une réalité toute crue ?

« Ma femme est une sorcière », nous dit René Clair à 22 h 45. Beaucoup de fumée, sans feu, mais pleine de magie et d'humour.

Un emploi du temps chargé cette semaine pour les amoureux de l'art.

Samedi 11 novembre, Gilbert Kahn frappe les trois coups à 17 h 10 dans la « salle des fêtes » d'Antenne 2. Un pot-pourri des spectacles de Paris et de province.

Sur F.r. 3, rendez-vous au pied de l'Arc de triomphe, sous « la Marseillaise », avec François Rude, à 19 h 20. Puis courez à la Comédie-Française, à 20 h 30, Alfred de Musset vous y attend : « On ne badine pas avec l'amour. »

Terminez la soirée avec Robert Mariaud de Serres, à 22 h 45. Il vous montrera les aquarelles de Raoul Dufy.

Le **dimanche 12 novembre** ne nous laisse pas de répit.

Partons à la campagne : « la Jument verte » caracole à 20 h 30 sur T.f. 1. Marcel Aymé avait écrit ce roman, Claude Autant-Lara en fit un film avec des personnages hauts en couleur, d'un langage cru, comme il se doit, avec un Bourvil au printemps de sa carrière.

Allons au concert à 22 h 5, écouter « les Quatre Saisons », de Vivaldi.

Kokoschka, le peintre, le poète, l'auteur, vous connaissez ? Faites plus ample connaissance sur A. 2, à 22 h 10.

Et César, avec ses voitures compressées et ses pouces géants ? Sur F.r. 3, à 18 h.

Claude-Jean Philippe vous ouvre ensuite son habituelle encyclopédie de 21 h 30. Les années vingt ont-elles été si folles pour cacher d'autres réalités ? Puis, pour notre plaisir et celui de Catherine Laporte-Coolen : Liza Minnelli chante à 22 h.

« Si Paris nous était conté », par Sacha Guitry, l'Histoire ne serait pas triste, pour ceux qui ne travaillent pas en cet après-midi du **lundi 13 novembre,** à 15 h.

Un avenir bouché dans une « Rue sans issue » sur T.f. 1, à 20 h 30. Un gangster malheureux, Humphrey Bogart, va y rencontrer la mort.

Evadez-vous et « Pleins feux » sur les rampes du théâtre avec José Artur et Françoise Dorin à 22 h 20, ou consacrez votre soirée à Ray Charles sur Antenne 2, à partir de 20 h 30.

Mardi 14 novembre, journée du souvenir.

Veillée avec « les Enfants de la République », à 21 h 30, sur T.f. 1. A la communale de nos grands-pères, ceux de la grande bourgeoisie et ceux du pays ariégeois, les instituteurs inculquaient aux élèves le besoin de reprendre l'Alsace et la Lorraine. Dure école laïque que celle de nos aïeux.

Mercredi 15 novembre, veillée funèbre à 22 h 5 sur T.f. 1. Hubert Knapp poursuit « Ceux qui se souviennent » de 14-18. La « der des der », disaient-ils. Rendons hommage à ces obscurs et ces sans-grades de l'arrière.



Humphrey Bogart, vu par Solo.

Liza Minnelli.

Errons dans les rues de Paris, avec Patrice Laffont ; allons voir ses saltimbanques, ses jongleurs, ses funambules et autres cracheurs de feu sur Antenne 2, à 21 h 5. Pourquoi pas également au royaume de l'absurde, puisqu'il a ses recordmen ?

Après la guerre des tranchées, celle de l'aviation de chasse française dans « le Temps des as », sur T.f. 1, à 20 h 30, le **jeudi 16 novembre.** Faites un piqué de première sur le cinéma avec François Nourissier en Egypte, avec « Mort sur le Nil » de John Guillermin, ou sur « Le Convoi de la peur » de William Friedkin.

Christiane Gouze-Rénal, Roger Hanin et Jean Valère ont eu un véritable coup de foudre pour Erik Satie : Antenne 2, à 20 h 30. Une série sur les grands musiciens qui commence bien.

Ne tombez pas dans « l'Escalier », de F.r. 3, à 20 h 30. Accrochez-vous à la rampe, ne vous laissez pas glisser dans une interminable scène de ménage de deux vieux amants. A voir de préférence à « la Cage aux folles ».

Mauricette DUCHEMIN

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces		
	La ligne H.T.	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Demandes d'emploi

Etudiant en troisième année de droit, disponible les vendredis, samedis, dimanches, permis V.I., cherche emploi, de préférence dans départements 95, 93 ou près de la gare Saint-Lazare ou de la gare du Nord.

Ecrire à Didier Lajoinie, 5, rue du Poirier-Fourrier, 95100 Argenteuil.

cinéma

N° 239 • NOVEMBRE

DOSSIERS-AUTEURS
ROBERT ALTMAN
et
GERARD BLAIN

•

ENTRETIENS AVEC
MARK RAPPAPORT
et
PAUL SCHRADER

•

TOUS LES FILMS DE LA TELE

•

DIVERSITE DU
CINEMA DIFFERENT

En vente partout
et
6, r. Ordener P. 18e
12 F

Chargée d'études formation géographe (doctorat), complément de formation économique, Institut d'urbanisme aux Etats-Unis (deux ans), Cercol (un an de droit immobilier à la faculté de droit de Paris), expérience entreprise individuelle, expérience G.e.p. - O.r.e.a.m., recherche poste dans organisme similaire ou agence d'urbanisme, ou services techniques d'une ville importante.

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Homme 28 ans, expérience animation militante, cherche poste : cinémathèque-discothèque dans commune ou collectivité.

Ecrire à Patrice Fabre, 21, rue Manin, 75019 Paris.

Offres d'emploi

Ville de Juvisy-sur-Orge (Essonne) recherche responsable pour service Information.

Envoyer C.v. et expériences à M. le Maire, 91260 Juvisy-sur-Orge.

Maire de Villeneuve-d'Ascq (Nord) procède au recrutement

— d'un directeur général des services techniques, échelle indiciaire de 40 à 80 000 habitants ;

— de trois adjoints techniques : (A) éclairage public, (B) Bâtiments sécurité, (C) espaces verts.

Les candidatures avec C.v. devront être adressées d'urgence à M. le Maire, hôtel de ville, 59650 Villeneuve-d'Ascq.

Commune de Marcoussis (Essonne) recherche garde-champêtre, logement assuré par nécessités de service. Avantages statutaires. Ville classée entre 5 000 et 10 000 habitants.

Institut municipal de formation recherche secrétaire de direction ayant bonnes connaissances comptabilité. Pour mise en place service administratif.

Ecrire : I.m.e.c. (Institut municipal d'éducation continue), 80, bd du Général-Leclerc, 92110 Clichy.

Divers

Pour création d'un camping-caravaning, je recherche municipalité ou particulier pouvant me louer (bail emphytéotique) un terrain de 3 à 5 ha. J. Crosnier, 10, manoir de Denouval, 78570 Andrésy.

Directement du producteur

CHAMPAGNE

BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Reverier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325



LEO FERRE

PATRICK ULLMANN

LA MEMOIRE ET LA MER

Dans cette plaie comme d'un trou
Grouillant de cris comme la vague
Quand les goélands sont jaloux
De l'architecte où s'extravaguent
Des maçons aux dents de velours
Et le ciment de leur salive
A te cimenter pour l'amour
Ton cul calculant la dérive

Mes souvenirs s'en vont par deux
Moi le terrien du Pacifique
Je suis métis de mes aveux
Je suis le silence en musique
Le parfum des mondes perdus
Le sourire de la comète
Sous le casque de ta vertu
Quand le coiffeur sèche ta tête

Muselle-moi si tu le peux
Toi dans ton ixe où le vacarme
Sonne le glas dans le milieu
Moi planté là avec mon arme
Tu es de tous les continents
Tu m'arrives comme la route
Où s'exténuent dix mille amants
Quand la pluie à ton cul s'égoutte

Il faut accepter de se noyer dans ce livre-dialogue où Léo Ferré et Patrick Ullmann se renvoient leurs images, leurs chants et leurs cris, sur le rythme profond des marées qu'ils célèbrent.
Paul Guimard, extrait de la préface.

éditions
henri berger
paris

Exposition des images originales de Patrick ULLMANN: Galerie Noire, 23 rue Sainte-Croix de la Bretonnière 75004 PARIS.

Fondation Jean-Jaurès



Le grand fichier de la 2ème GUERRE MONDIALE

... c'est comme si vous étiez "parachuté" dans le feu de l'action

Hiroshima, Stalingrad, Dunkerque, Pearl Harbour, Tobrouk, les Ardennes, le Vercors, le Débarquement... Voici toute la Seconde Guerre mondiale maintenant révélée dans sa totalité sous forme de fiches illustrées. Des documents saisissants au recto de chaque fiche et des commentaires précis et concis au verso vous permettront de savoir tout l'essentiel sur les événements, les hommes, les armes, les secrets...

Examinez gratuitement **24 fiches le coffret de rangement et tous les accessoires**

Si vous êtes convaincu vous garderez le tout pour le seul prix des fiches

11F 60 (+ frais d'envoi)

En plus un deuxième jeu de **24 fiches en cadeau** si vous répondez tout de suite.

Examen gratuit. Aucune obligation d'achat.

Qu'est-ce qui vous passionne le plus ? les hommes, la politique, la stratégie, l'armement, l'organisation, les actions d'éclat, la guerre dans l'ombre, l'aviation, les sous-marins, les aspects économiques et sociaux, la logistique ? Tous ces sujets et bien d'autres font l'objet de fiches de la Guerre.

Un ingénieux système de symboles graphiques permet de répertorier les fiches en fonction des multiples aspects de la guerre. Vous pouvez aussi facilement collectionner vos fiches et les classer dans le coffret de rangement selon vos affinités personnelles.

C'est une véritable encyclopédie d'un genre tout nouveau que vous allez vous constituer progressivement et à bon compte. Vous découvrirez vite que c'est un moyen de vraiment connaître la guerre bien plus vivant que la simple lecture de revues ou de livres qui, par la force des choses, ne peuvent donner qu'une vision successive des événements alors que, dans la réalité beaucoup d'entre eux se déroulaient simultanément aux 4 coins du monde. En juxtaposant plusieurs fiches, vous pourrez avoir cette vision globale des opérations sur tous les fronts qui était réservée aux seuls chefs d'Etats ou états-major dans les grands quartiers généraux.

Que vous ou vos proches ayez vécu ces années terribles, que vous ayez été trop jeunes, vous vous devez de connaître les dossiers de cette période qui a bouleversé toutes les conceptions humaines. Le nouveau fichier de la Seconde Guerre mondiale vous les présente d'une manière toute nouvelle.

FRANCE : Cercle du Bibliophile, 27028 Evreux Cédex. SUISSE : Rencontre, 33, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne.
BELGIQUE : Rencontre, Boite Postale 8, 7500 Tournai.

BON D'EXAMEN GRATUIT

à envoyer au Cercle du Bibliophile, 27028 Evreux Cédex

Offre garantie jusqu'au 20.12.78

Veuillez m'envoyer, sans aucune obligation d'achat, les deux premiers jeux de fiches de la Guerre (24 fiches par jeu), la médaille spéciale, l'élégant coffret de rangement et tous les accessoires. Je pourrai vous retourner le tout sous dix jours sans rien vous devoir. Mais si je suis passionné, je pourrai conserver la médaille et un jeu de 24 fiches GRATUITEMENT, en cadeau de bienvenue. Et pour tout le reste (l'autre jeu de 24 fiches, le coffret et tous les accessoires) je ne paierai que le bas prix de 11,60 F (+ 2,90 F de frais d'envoi). Puis je recevrai de nouvelles fiches de la Guerre au rythme d'environ un envoi par mois, pour lesquelles je bénéficierai du prix réservé aux adhérents, soit actuellement 11,60 F (+1,90 F de frais d'envoi) par jeu de 24 fiches. Je ne serai jamais obligé d'accepter plus de jeux que je n'en désire et je pourrai annuler mon adhésion à tout moment en vous le demandant par simple lettre.

M
Mme
Mlle
Prénom nom
numéro Rue ou lieu-dit
Commune
Code postal localité du bureau de poste

SIGNATURE OBLIGATOIRE
Signature d'un des parents pour les moins de 18 ans

9-1036/910/1025

Offre limitée à la France, la Suisse et la Belgique.
Nous nous réservons le droit de réviser nos tarifs en fonction des circonstances économiques.
Les envois pourront comprendre plus d'une série de fiches.

PARTI SOCIALISTE
28, Rue Victor Hugo
92240 MALAKOFF
Permanence 10 h à 12 h
le dernier samedi du mois

Génial

un classement à votre gré :
- **par couleur**
- **selon le sujet**
- **par rubrique**
- **par ordre alphabétique**
- **par dates • par nationalité**
- **par théâtres d'opérations**

Format des fiches : 12 x 12,5 cm

Chaque fiche de grand format 120 x 125 mm est faite pour durer et être manipulée des centaines de fois sans risque. Illustrations vernissées donc pas de marques de doigts. Fort papier rigide avec angles arrondis. Coffret de rangement solide, élégant et pratique. Fiches intercalaires de classement.

Un prix vraiment avantageux

24 fiches pour 11,60 F c'est moins cher qu'un livre et à peine plus qu'une revue. Et votre fichier prend de plus en plus de valeur au fur et à mesure que votre collection grandit.

Cette médaille GRATUITE si vous répondez dans les 5 jours

IMPORTANT : AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT
Vous gardez toute liberté pour mettre un terme à votre collection n'importe quand, même après le premier envoi.